hebdomadaire de la ligue communiste





LA REPRISE DES LUTTES ETUDIANTES

Madrid le lundi matin 18 janvier : plusieurs milliers d'étudiants descendent dans la rue et affrontent pendant plusieurs heures les détachements de police envoyés par le gouvernement. L'attaque est lancée par les unités spéciales, lourdement équipées, dirigées par hélicoptère. Quelques heures plus tard, elles chargent l'arme au poing» Plusieurs dizaines de blessés, près de cent arrestations. Le franquisme que la presse bourgeoise européenne présente volontiers comme assagi et rénové, pour mieux pactiser et traiter avec lui, retrouve son visage de toujours : celui de la dictature san-

Depuis la rentrée, la tentative de mise en place d'une réforme inspirée de Faure et Guichard et renforçant les mesures de sélection, nourrissait une agitation continue dans les facultés. La police, en service permanent dans les universités depuis les lois d'exception de janvier 69, ne pouvait plus garder la situation en main. Il y a quelques semaines déjà, de violents affrontements s'étaient produits après l'arrestation d'étudiants qui voulaient célébrer le 90ème anniversaire de Picasso. Début décembre à Barcelone s'est tenue une assemblée de plusieurs milliers d'étudiants, fait sans précédent depuis l'application des lois d'exception. A Madrid enfin, les autorités universitaires avaient imposé à 4000 étudiants en médecine exclus une réinscription humiliante par laquelle ils s'engageaient à « respecter l'ordre académique » et à « accepter les mesures que les autorités jugeraient oppor-

Cette série de mesures brutales et maladroites n'est pas le fait du hasard. Elle témoigne seulement de l'incapacité politique et financière (malgré les prêts de la Banque mondiale) du régime à rénover un système d'ensei-

gnement des plus vétustes. L'importance de cette nouvelle explosion étudiante tient à son contexte. On avait pu croire le mouvement étudiant maté par les lois d'exception, après l'agitation incessante en 67 et 68. A l'époque, les initiatives du mouvement étudiant, les affrontements de rue dont il fut le protagoniste, avaient inspiré les luttes ouvrières. Aujourd'hui, après la grande grève d'automne de la SEAT, au moment de la grève de la Chrysler, et à la veille du renouvellement des conventions collectives, c'est le mouvement ouvrier qui rend l'espoir aux mobilisations étudiantes.

LE TEST DES CONVENTIONS COLLECTIVES

Le renouvellement des conventions collectives constituera un test et un jalon important dans l'épreuve de force entre les travailleurs et le régime. Les conventions renouvelées au début 71 avaient donné lieu à des grèves très dures (Harry Walker, Maqunista T.M.) qui restèrent cependant isolées.

Depuis la situation a empiré, notamment par la poursuite de l'inflation. Au cours des derniers mois les produits alimentaires ont connu des augmentations allant de 5 à 15 %, les autobus des augmentations allant jusqu'à

25 %. Il est prévisible que les travailleurs expriment des revendications salariales de l'ordre de 15 %, alors que le plafond maximum fixé en 69 était de 5,9 %. Il est déjà significatif de constater que les travailleurs de Chrysler en lutte avancent le mot d'ordre « 12 000 pesetas en salaire de base », alors qu'un quart de la population, soit 8 millions de travailleurs, ont un revenu mensuel de 5000 pesetas (environ 400 francs)

Pour le pouvoir, le système des conventions collectives a pour but essentiel de briser et morceler l'élan revendicatif de la classe ouvrière et de canaliser son énergie vers un dialogue truqué. Il existe en effet plusieurs types de conventions : certaines sont signées par entreprises pour un an ou deux ans, d'autres par branches pour 4 ou 5 ans, d'autres sont provinciales. Les commissions délibératives sont composées pour l'essentiel de représentants patronaux et gouvernementaux, et de représentants du syndicat officiel, la CNS. Le plafond des conventions est

fixé d'emblée par le gouvernement.

La grève de la Chrysler à Madrid donne un avant goût des luttes qui peuvent se dérouler. Les travailleurs de Chrysler avançaient des revendications - « 12 000 pesetas de salaire de base », « la semaine de 42 heures » débordant le cadre des conventions collectives. En guise d'intimidation la direction infligea à deux ouvriers 45 jours de mise à pied avec suspension de salaire. Aussitôt se tint une assemblée de 5000 travailleurs sur les 9000 que compte l'entreprise. Le neuf décembre et les jours suivants l'assemblée se réunit à nouveau avec pour résultat immédiat l'entrée dans l'entreprise de l'Armée appelée par la Brigade politique-sociale. Fin décembre six dirigeants ouvriers de la Chrysler furent incarcérés à Carabanchel ; il s'agit de représentants élus des travailleurs aux dernières élections syndicales (mai 71). Ils ont été livrés à la police par la direction, 27 autres licenciés, une nouvelle commission délibérative nommée.

DEUX LIGNES

Comme à la SEAT, ces luttes illustrent l'impasse que constitue l'élection à la CNS acceptée par le PCE. En appelant les meilleurs agitateurs ouvriers à s'y présenter, le PCE les coince entre marteau et enclume. Il se font connaître publiquement du patronat sans bénéficier d'un meilleur instrument de lutte, car la CNS n'est qu'un appendice gouvernemental.

Si le PCE n'avait pas d'illusions sur la possibilité de démocratiser la CNS, la lutte de la SEAT, celle de Chrysler, lui auraient donné l'occasion de dénoncer sur pièces la mascarade de la représentation « syndicale » à la mode franquiste. Lors de la greve de la SEA tice avait même demandé la réintégration des délégués exclus sans que le patronat se conforme le moins du monde au verdict. A la Chrysler, les délégués sont livrés à la répression.

Le PCE essaie de combiner pressions, luttes et recours légaux. En mettant en valeur les « bons accords » comme celui de Siemens l'an dernier, il justifie les conventions. Il appelle à réhausser le plafond fixé par le gouvernement. Mais à la SEAT, sur la base des luttes passées, il refuse toute négociation qui ne soit approuvée par Assemblée Générale. En appelant à négocier

tables » représentants des travailleurs, il laisse la possibilité d'interprêter selon les cas l'adjectif véritable : dans le cadre légal ce sont les élus à la CNS, dans les luttes les représentants des travailleurs mobilisés.

Cet équilibre cache mal les contradictions dans lesquelles s'empêtre le PCE.

En appelant au boycott des élections fantoches en mai, les révolutionnaires ont arrêté une position claire. Et le boycott a remporté malgré les risques de répression, un succès certain. Aujourd'hui, en refusant le cadre des conventions collectives, en avançant une plateforme de lutte de classe et l'organisation démocratique du combat sur cette base, les révolutionnaires, la Ligue Communiste Révolutionnaire et l'ETA en particulier, poursuivent une

Encore plus cohérente si l'on veut bien reconnaître que ces derniers mois le mirage de la libéralisation du régime a reçu de sérieux démentis pratiques. Avec la lettre du patronat catalan au gouvernement , lettre où ce patronat, sur lequel compte le PCE pour son pacte de la liberté et son entreprise réformatrice, rend les travailleurs responsables du chao économique et exhorte le pouvoir à maintenir l'ordre économique et social. Avec le document du ministère du travail divulgué par les commissions ouvrières, document qui essaie de codifier la répression pour éviter que le patronat ne recourre à des solutions locales et individuelles qui ouvrent des brèches dans le dispositif répressif indispensable à la bourgeoisie espagnole dans son ensemble.

Les arrestations en masse, les condamnations lourdes ont déjà compromis l'opération-charme entreprise par le franquisme pour réintégrer dignement le concert capitaliste mondial et européen. Ce malgré les efforts d'entremetteurs du gouvernement français soucieux de placer des armes et des mirages chez Franco. Le voyage à Madrid de Schumann, annulé après Burgos, concrétise ce

Il ne fait aucun doute que les luttes en cours et celles que l'on peut prévoir à très court terme, acculeront le régime franquiste à se démasquer de façon bien plus impudique. On ne peut préjuger dès maintenant de l'ampleur des prochaines luttes, mais les causes de mécontentement, le discrédit du régime, la portée des expériences récentes (SEAT), sont telles, qu'une lutte pilote est susceptible de s'étendre, portée par une formidable vague de combativité.

Quant à nous, nous n'oublions pas que si l'Espagne est aussi sensible, aussi vivante dans l'esprit des révolutionnaires français, ce n'est pas qu'ils aient la mémoire bien longue et le regret tenace. C'est qu'ils sentent, même confusément, que le sort de la révolution en Europe est solidement lié au sort de la révolution espagnole. Le recul de la seconde dans les année trente a précipité l'échec de la première. La lutte qui s'engage aujourd'hui apporte de tout autres promesses.

Daniel BENSAID



Je désire prendre contact avec la LIGUE COMMUNISTE (section française de la IVème Internationale)

Nom Adresse Profession Age Lieu de travail

hebdomadaire de la ligue communiste

DIRECTEU PUBLICATION: Charles Michaloux

DIRECTEUR DE LA REDACTION :

SECRETARIAT DE REDACTION:
J.P. Beauvais, Michel Lenoir, Charles
Michaloux, Philipe Sabathé, Michel
Thomas, Christiane Tillier, Gérard
Vergeat, Henri Weber, Alain Krivine.

COMITE DE REDACTION:
Michel Beauchamp, Daniel Bensafd,
Alain Bertrand, Yves Clément,
J. Fompeyre, C. Gabriel, Nicolas
Hach, Joseph Krasny, Eric Laurent,
Anne-Marie Lespinasse, Felix
Lourson, Camille Paulet, Luis Rafael,
Pierre Rodolphe.

MAQUETTE ET ILLUSTRATION : Mesen, Piotr, l'Helgouach', Claude

10 impasse Guéménée Paris (4) tel 272 68 82 ou 88 96 impression : S.A.I.E. Moriamé, 61 fg Poissonnière Paris (9) les articles non n'engagent pas nécessairement le point de vue de l'organisation.

arrachons nos camarades aux prisons franquistes

A l'heure où le régime franquiste essaie d'accréditer dans le monde l'image de sa rénovation et de sa libéralisation,

A l'heure où le gouvernement français lui prête la main pour faciliter les démarches en Espagne du ministre Schumann, courtier en armement de la bourgeoisie fran-

La répression continue en Espagne !

Les emprisonnés de Burgos, sauvés du poteau d'exécution il y a un an par l'ampleur de la mobilisation internationale, connaissent des conditions de détention effroyables. Ils sont 108 détenus politiques basques, répartis en 19 prisons et condamnés à de lourdes peines de prison. 14 ans en moyenne et 76 ans pour Izko qui a la peine la plus lourde !

A plusieurs reprises durant l'année, la police a tiré contre les grévistes, tuant à Madrid le travailleur du bâtiment Pedro Patino, et à Barcelone l'ouvrier de la SEAT Villalba

A Bilbao plusieurs personnes, accusées d'appartenir à la Ligue Communiste Révolutionnaire, ont été arrêtées et torturées fin décembre.

Sous les regards bienveillants et complices des autorités françaises, l'ouvrier Casado a été kidnappé à Hendaye, en territoire français, par la police espagnole, et. ramené en Espagne où il était condamné pour fait de grève à cinq ans de prison.

Le 15 janvier, le tribunal d'Ordre public de Madrid a condamné Luis Lucio Lobato, 52 ans, membre du comité exécutif du Parti Communiste Espagnol, à 17 ans de prison ferme pour « association illégale » et « distribution de tracts communistes ». Lobato sortait déjà de 12 ans de prison. Son camarade José Luis Nievo a été condamné à 12 ans.

Le 1er janvier, ce sont trois anti-franquistes français, Gilles Marquet, Gilbert Dufourq, Jacques Giron, qui ont été arrêtés au poste frontière de la Junquera.

A l'heure où nous écrivons, cela fait 18 jours qu'ils sont incarcérés dans les prisons franquistes, sans qu'une inculpation officielle leur ait été notifiée'! Sans qu'ils aient pu s'entretenir avec un avocat ! Sans que leur soit donnée la moindre indication sur le motif et la durée de cette détention arbitraire !

Les organisations ouvrières et démocratiques doivent se mobiliser avec énergie pour que cesse cette situation. Elles ne doivent pas tolérer que les autorités espagnoles,

pour cacher leur perplexité et leur crainte d'une riposte de masse qui rappelle Burgos, gagnent du temps sur le dos de nos camarades emprisonnés.

Déjà le dispositif de riposte est mis en place.

A Paris, le 14 janvier, 2500 personnes ont participé à un meeting de soutien organisé par la Ligue Communiste, le PSU, Lutte Ouvrière, Révolution, la Fédération de Paris du PS, les CIC, l'AMR, le SR, Objectif Socialiste, la Convention Socialiste.

A Toulouse, à l'appel du comité unitaire pour la libération, qui regroupe trente organisations syndicales et politiques, une campagne de défense est organisée. Tous les jours, sur les marchés, à la porte des entreprises, dans les lycées et les facultés, des brigades militantes organisent la collecte, la signature des pétitions, l'information par prises de parole. Dans les syndicats ouvriers et enseignants, la défense est discutée, des motions sont proposées. Un meeting central est en préparation pour la semaine qui vient.

A Montpellier, après l'édition d'une affiche de réponse immédiate, la Ligue Communiste a pris l'initiative de convoquer une réunion unitaire qui a donné naissance à un comité pour la libération, formé de 28 organisations, dont la CFDT, la FEN, le CNJA, la Ligue des Droits de l'Homme, le PSU, le MDPL, le Comité Espagne, etc... Une campagne de pétitions adressées au consulat d'Espagne est organisée et un meeting de masse prévu pour le 25 janvier. Une démarche commune des organisations auprès du PCF et de la CGT pour leur demander les raisons de leur non-participation a également été entre-

A Perpignan, dès l'annonce de l'arrestation, des mots d'ordre exigeant la libération des camarades sont apparus en lettres géantes aux alentours des postes frontières. Un comité unitaire a été constitué qui envisage l'organisation d'une manifestation pour la fin de cette semaine.

Dès le début de la campagne, de nombreuses organisations espagnoles s'y sont associées, le PSOE, l'Alliance syndicale (UGT-CNT), le POUM. La Ligue Communiste Révolutionnaire d'Espagne et l'ETA ont adressé au meeting de Paris, des messages de soutien dont nous publions par ailleurs des extraits.

- Halte aux temporisations ! Halte à la détention arbitraire!
 - Liberté pour nos camarades!
 - A bas la dictature franquiste!



Une partie de l'assistance au meeting de la Mutualité le 14 janvier. Depuis, nos camarades sont toujours emprisonnés. Depuis, Mucio Sabato, membre du Comité Exécutif du PCE a été condamné par le Tribunal d'Ordre public de Madrid à 17 ans de prison. Pour leur libération, contre la dictature franquiste, le combat continue !

messages au meeting

la c.f.d.t solidaire

La CFDT, informée de l'arrestation de trois militants politiques à leur passage à la frontière espagnole, s'associe à la mani-festation de protestation de la Mutualité.

Dans la ligne de ses positions constantes contre le régime franquiste, la CFDT dénonce

ce nouveau fait de la dictature de Franco, et demande la libération immédiate des militants emprisonnés;

l'attitude du gouvernement français qui, par des visites officielles, cautionne la prétendue libéralisation du régime fran-

Elle assure à nouveau les travailleurs d'Espagne et leurs organi-sations clandestines, de la solidarité active des travailleurs de France et de la CFDT.

Paris, le 12 ianvier 1972

lettre de la l.c.r

Nous apprenons que trois militants révolutionnaires français sont tombés entre les mains de la police franquiste. Ce n'est que le dernier d'une série de coups redoublés de la répression en Es-pagne qui prétend détruire toute opposition pour perpétuer un ne de tyrannie et de misère.

Déjà en 69 la répression s'était abattue durement sur la classe ouvrière et ses organisations, s'acharnant à démanteler les groupes révolutionnaires. En proclamant l'état d'exception pour plusieurs mois, la bourgeoisie espagnole montrait son incapacité congénitale à promouvoir une quelconque libéralisation.

Depuis, l'état d'exception est devenu la règle. Après les grandes luttes de l'an dernier contre les conseils de guerre de Burgos, la bourgeoisie se voit plus que jamais forcée d'envoyer ses bandes armées et sa police fasciste contre les travailleurs et les

étudiants en lutte, pour sauvegarder sa domination. Les contradictions du régime franquiste l'ont lentement sapé pendant plus de 30 années de dictature. Depuis Burgos, une crise pré-révolutionnaire mûrit en Espagne. Les grandes grèves qui ont secoué Madrid, Barcelone, les Asturies et le Pays Basque cet automne montrent à l'évidence que la classe ouvrière a pris cons-cience de sa force et commence à se frayer résolument un chemin vers le renversement de la dictature.

Nous sommes conscients de la tâche énorme qui incombe à l'avant-garde révolutionnaire encore très jeune. De ce fait, il est décisif que nous puissions compter sur la solidarité internationale qui, comme l'ont montré les grandes mobilisations contre les procès de Burgos, peut peser d'un grand poids dans les luttes qui se développent ici

Le prolétariat espagnol, tragiquement abandonné et trahi en 36, s'apprête à prendre sa revanche. Dans sa lutte pour le renversement de la dictature franquiste, pour la révolution socialiste, le prolétariat européen et mondial doit se ranger résolumment à ses

Liberté pour les emprisonnés politiques !

A bas la dictature franquiste f Vive la révolution socialiste espagnole !

LIGA COMMUNISTA REVOLUCIONARIA

message de l'e.t.a

(...) Au mois de décembre dernier, près de 100 militants de l'ETA ont déclenché une grève de la faim qui a duré 2 semaines. Devant l'absence dramatique de toute liberté, les brimades continuelles auxquelles ils sont soumis, c'est leur équilibre psycholo-gique, leur vie-même qui est en danger.

cours de la campagne d'agitation qui s'est développée au Pays Basque pour appuyer la lutte des prisonniers politiques, exiger leur libération et dénoncer la dictature, la police franquiste a procédé à Bilbao à l'arrestation de nombreux militants

révolutionnaires : ils ont été sauvagement torturés.

Aujourd'invi la classe ouvrière se prépare à affronter le patronat qui prétend lui imposer sa politique de conventions collec-tives. Nous auprenons déjà que la lutte s'est engagée à la Chrisler à Madrid, ou 27 ouvriers ont été licenciés. Dans les provinces basques il y a de nombreuses usines en grève (Luzuriaga, sen, Paissa et Electromécanique en Guipuzkoa, Eaton et Bendi-berica en Navarre, Michelin à Vitoria...).

Dans la lutte contre les conventions collectives du grand capital, nous appelons la classe ouvrière à se mobiliser unitairement sur la plate-forme suivante :

40 heures par semaine sans diminution de salaire ni augmentation des cadences

augmentations égales pour tous

réintégration des ouvriers licenciés

démission des représentants qui siègent au syndicat fas-ciste, la CNS.

liberté pour les prisonniers politiques

A bas la dictature

La bourgeoisie espagnole craint par-dessus tout que la lutte se généralise et que la situation actuelle ne débouche sur un nou-

La grande mobilisation internationale, particulièrement en France, en solidarité avec nos camarades jugés à Burgos a signifié un pas en avant important vers la collaboration internationale des travailleurs dans la lutte contre les Etats bourgeois qui les

Nous avons été conscients de l'importance de cet événement politique, surtout au niveau européen, pour les combats à venir.

Nous avons été conscients également de la nécessité de préparer cette solidarité, de la forger de jour en jour dans les luttes qui se développent dans chaque pays, comme la seule arme qui nous permettra de faire front à un capitalisme organisé internationale-

Depuis un an, la collaboration entre les polices française et espagnole s'est fortement resserrée. « Le Monde » du 29 décembre 70 rapporte cette déclaration : « Depuis le 2 décembre, la Direction Générale de la police a été en contact quotidien avec la Direction Générale de la police espagnole et elle a exploité tous les renseignements recueillis ou échangés entre les 2 services ».

Et après la conférence de presse de Pompidou en février 71, la presse espagnole a réclamé « en conséquence, le nettoyage de la frontière franco-espagnole de ses éléments indésirables et une plus grande coopération entre les 2 polices ».

Depuis, la police française a largement montré qu'elle prenait la chose au sérieux. Elle a assigné à résidence au sud de la Loire des militants de l'ETA réfugiés politiques, qui s'étaient échappés de la prison de Saint-Sébastien. Son plus récent exploit est d'avoir couvert l'arrestation en territoire français par des flics espagnols en civil, d'un réfugié politique : Bonifacio Casado

C'est une tâche immédiate des organisations révolutionnaires de développer la solidarité ouvrière face à la collusion des po-

Liberté pour les prisonniers politiques !

A bas la dictature franquiste!



union de la gauche

opération grammes

Depuis de longues années, les militants du PCF s'étaient habitués à l'« opération vignette ». A la veille de la fête de l'Humanité, toutes les cellules sont mobilisées pour placer le petit carton coloré, les meilleurs vendeurs sont récompensés. Il s'agit là d'un effort financier sans précédent, normal pour une organisation politique. Mais désormais nous assistons à une seconde opération, unique dans les annales du PCF : l'« opération programme ». Si vous voulez changer de cap, achetez le programme. La presse, la publicité sont entrées dans la danse. Là encore nous n'avons rien à dire et ce n'est pas nous qui allons critiquer la nécessité pour un parti qui se réclame de la classe ouvrière de faire un programme et de le présenter massivement aux travailleurs. Pour ne pas faillir à sa tâche, le PS à son tour entre dans la compétition et oubliant tout ce qu'il a fait dans le passé sans programme, popularise désormais ce qu'il ne fera pas avec son programme. C'est qu'en effet nous ne sommes pas confrontés seulement au choix entre deux orientations mais à une véritable opération politique qu'il faut comprendre pour pouvoir la dénoncer. Car nous ne sommes pas dupes. Un curieux paradoxe domine cette double offensive. Pour le PC et le PS, le socialisme est à l'ordre du jour alors qu'il ne l'était pas en 1968. Il fut un temps où l'on disait aux révolutionnaires : « Vous ne parlez que de socialisme, mais vous ignorez les luttes immédiates, vous êtes des partisants du tout ou rien ». A la lecture des deux textes, l'argument se retourne. Le PC et le PS nous expliquent en long et en large les bienfaits de leur nouvelle société sans jamais dire comment y arriver, laissant toutes les luttes actuelles se faire battre une à une. Déjà là le doute s'instaure quant à la volonté de changement de nos deux partenaires mais il s'amplifie quand on regarde de plus près la fonction de ces programmes.

LE BUT DU PS...

Nous affirmons quant à nous que la majorité du PS se désintéresse de son programme pour ne l'utiliser qu'à des fins organisationnelles En effet comment comprendre qu'un texte d'une telle importance ait été donné à rédiger à la minorité du parti (le CERES), Mitterrand n'écrivant que le préambule ? Quand Guy Mollet était au pouvoir, il ne demandait pas aux Jeunesses Socialistes de lui rédiger son programme de gouvernement! Il est désormais clair, comme nous l'avons déjà indiqué, que le PS n'attend rien des élections de 1973 : il prépare les présidentielles de 1976. Avant toute chose, il a besoin de se renforcer en tant que parti chez certains cadres ouvriers syndicalistes et dans les couches moyennes. Comprenant qu'il n'y a plus de place à la droite du PCF, il ne peut retrouver une certaine force qu'en utilisant un vocabulaire « de gauche » autogestionnaire et technocratique tel que le PSU l'avait pratiqué avant 1968. Connaissant la valeur des programmes, la droite majoritaire de ce parti va commencer la guerilla, mais elle n'est pas assez stupide pour engager une bataille frontale dans l'immédiat, avant 1973. Ce programme a donc une fonction interne et a peu de chance d'être défendu par les candidats PS aux législatives car l'électorat ne suivrait pas.

Le PC a compris cette contradiction, il préfère les bons sociaux démocrates de droite aux autres et s'il attaque à loisir ce texte, c'est pour obliger la droite du PS à réagir et éviter une discussion avec le CERES sur des thèmes qui le gênent comme l'autogestion ou le contrôle

ouvrier.

... ET CELUI DU PC

Pour Georges Marchais, le programme vise en partie à renforcer le PC, à ressouder la cohésion de ses militants, à garder le contrôle sur une classe ouvrière qui cherche une solution politique à ses luttes et à conserver son influence sur des couches moyennes qui pourraient être tentées par le PS. Cependant sa marge de manœuvre est étroite. La direction du PC ne peut plus comme dans le passé faire reposer la force de son programme sur les luttes sociales. La combativité ouvrière reste trop forte et il serait dangereux pour lui de s'appuyer sur des luttes qui pourraient rapidement déborder le simple cadre de pressions auquel il voudrait les voir se limiter. D'où le sabotage de toutes les dernières grèves.

La période qui s'ouvre est lourde de contradictions mais bien comprise, elle offre aux marxistes révolutionnaires de nombreuses possibilités. Certes la combativité ouvrière reste grande, elle se manifeste dans toutes les grèves locales, mais il est clair que leurs échecs successifs, l'absence de perspective nationale de lutte, la multiplication des contrats de progrès et l'apparition du chômage découragent quelque peu les travailleurs.

Désorientée, la majorité de la classe ouvrière aura tendance à attendre des élections la solution miracle. N'engagez pas de lutte, mais mettez le petit livre orange dans votre bibliothèque et attendez les élections, telle est l'optique de la direction du PCF.

Cependant il existe une fraction de plus en plus grande de travailleurs qui se refuse à baisser les bras, et s'efforcent de comprendre toutes les données de la situation politique.

Le débat PC-PS, CGT-CFDT a créé un climat de politisation qu'on aurait tort de négliger même s'il ne touche qu'une minorité de salariés.

LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES

En étant présent dans chaque lutte, en suscitant des mobilisations nationales permettant de faire apparaître avec force tous les aspects de la crise du régime et les impasses des solutions réformistes, les marxistes révolutionnaires sont conscients qu'ils ne sont pas encore assez forts pour détruire ce système. Mais ils savent que la période est favorable pour organiser et structurer cette nouvelle avant-garde ouvrière. Dans ce domaine, la campagne propagandiste que nous commençons sur le thème : « Le socialisme que nous voulons et comment y parvenir » est tout à fait complémentaire de la lutte menée dans les usines et les syndicats pour que se mènent dès à présent les combats indispensables pour la défense des intérêts des travailleurs. Le manifeste de la Ligue qui sortira à la fin du mois n'est pas un programme de plus. Il s'agit pour nous de montrer aux travailleurs où nous en sommes, quel est le but de notre lutte et surtout comment y arriver dans la période présente. Qu'on ne se fasse aucune illusion, la stabilité du régime n'est que la conséquence de la capitulation des directions réformistes. Le déblocage de cette situation passe plus que jamais par le renforcement et l'organisation de la nouvelle avant-garde révolutionnaire.

On peut se lamenter des occasions perdues en constatant les ravages du réformisme mais dès qu'on se donne les moyens de s'y opposer en s'appuyant sur des dizaines de milliers de travailleurs qui n'ont pas oublié les leçons de Mai 68, on s'aperçoit que quelque chose est en train de

Alain KRIVINE

quand le pcf précise son programme nationalisations

Nationalisations: 9 questions sur une question décisive », titre France Nouvelle du 18 janvier 1972. En dossier central, Jacques Brière précise sur 5 pages les propositions du programme communiste sur cette question-clé.

Nous avons souligné dans Rouge No 138 le caractère délibérément flou et évasif des positions du PC sur les nationalisations. S'agit-il de nationalisations sans indemnités ni rachat, demandions-nous, ou bien les gros actionnaires « spoliés » seront-ils généreusement « dédommagés » ? Et dans ce cas, avec quels fonds ? Cette question simple et de bon goût ne préoccupe nullement France Nouvelle. Jacques Brière l'esquive une fois de plus allègrement. Il est difficile de croire que c'est par légèreté ou par distraction...

Brière est plus loquace sur « ce qu'il faut nationaliser ». « Les firmes étrangères seront-elles nationalisées? » se demande-t-il en « question 7 »?

« Notons d'abord que la pénétration étrangère est très inégale d'un secteur à l'autre, et que s'agissant des positions clés, nombreuses sont celles détenues par le grand capital français. Notons ensuite que concernant (aussi) ces entreprises étrangères, il existe dans une première étape, de nombreux moyens (autres que la nationalisation...) de contrôler leur activité ».

Dans un premier temps les firmes étrangères seront donc épargnées. Ainsi, dans l'automobile, on se contenterait de Peugeot et Citroën en attendant de voir venir pour Simca-Chrysler..

En question 2, Brière aborde le problème épineux (et jusqu'à ce jour éludé) de « ce que sera le seuil minimum de nationalisation ». Sous un titre aussi allèchant on s'attendrait à trouver une liste exhaustive de firmes précises. D'autant plus que la « réponse » commence bien : « L'on ne saurait s'en tenir au crédit (banques, assurances)... ni seulement aux entreprises, groupes et secteurs en difficulté... ni aux entreprises qui n'ont que l'Etat pour client ou qui monopoliseraient une activité ».

Mais cette définition par la négative tourne court : « Ce qui est nécessaire – dès le début – c'est de tenir des positons clés dans les secteurs-clés ».

C'est donc si difficile que ça d'énumérer lesquelles, Monsieur Brière ? Ou bien craignez-vous de vous lier les mains pour un compromis futur sous l'égide de François Mitterrand?



extrême gauche

procès de rouge

Des nazis qui n'osent pas dire leur nom

Le mercredi 12 janvier a eu lieu devant la 17ème Chambre correctionnelle de Paris, le procès opposant Ordre Nouveau à Hara-Kiri Hebdo, l'Humanité, Lutte Ouvrière et Rouge.

L'affaire remonte au 13 mai 1970. Ce jour-là, Ordre Nouveau tient un meeting à la Mutualité. Service d'ordre casqué, brassards à la croix celtique, saluts bras tendus bien caractéristiques, hymnes hitlériens et propos antisémites, toute la panoplie fasciste s'y trouve exhibée.

La presse relate les faits abondamment. Or quelques temps après, ces messieurs d'Ordre Nouveau s'estimant diffamés par les qualificatifs de nazis, d'antisémites, se constituent partie civile, et portent plainte contre les quatre journaux en question.

De fait, le procès que voulait intenter Ordre Nouveau contre l'Humanité, Rouge, Lutte Ouvrière et Hara-Kiri, s'est vite transformé en un procès d'Ordre Nouveau lui-même.

Plusieurs témoins, dont un ancien journaliste à France-Soir présent dans la salle ce soir-là, ont confirmé la véracité des faits quant au meeting lui-même.

D'autres ont attesté — comme Roger Garaudy et Roger Pannequin (ancien commandant FTP), témoins cités par Rouge — le caractère fasciste du mouvement Ordre Nouveau.

Il revenait à Me Jouffa de défendre notre camarade Jean-Pierre Beauvais, inculpé en tant que Directeur de Publication de Rouge. Dans une plaidoirie remarquable, il a su rappeler ce que fut le nazisme, montrer la filiation philosophique et politique d'un mouvement comme Ordre Nouveau avec cet ancêtre hideux; surtout il a mis à jour et démonté les objectifs réels d'Ordre Nouveau en se constituant ainsi partie civile.

De fait, Ordre Nouveau ne se sent pas diffamé par le qualificatif de nazi ou d'antisémite. L'important pour ce groupuscule est de faire parler de lui, d'avoir une certaine publicité. L'important aussi serait d'obtenir un label de « bonne citoyenneté », comme l'a souligné Me Jouffa, à travers une condamnation des quatre journaux en question.

Jugement le 26 janvier.



revue

incroyable, mais vrai!

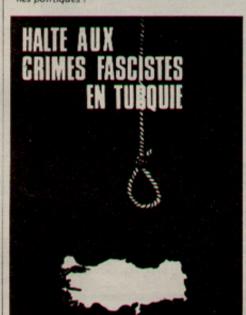
Après quelques péripéties dues à des difficultés techniques imprévues, la revue IVème Internationale est parue et rencontre déjà un immense succès de librairie. Procurez-vous là au plus vite, le premier tirage est limité! Passez les commandes!

communiqué

La Ligue Communiste affirme sa solidarité avec les étudiants turcs grévistes de la faim qui protestent ainsi contre la venue de Erim, premier ministre turc, venu passer un accord de vedettes lance-missiles avec le gouvernement Pompidou. La Ligue Communiste réaffirme que la condamnation à mort des 4 militants de l'Armée de Libération de la Turquie s'inscrit dans le cadre de l'offensive contre-révolutionnaire de l'impérialisme et ses agents au Moyen-Orient.

La Ligue Communiste appelle toutes les organisations ouvrières et révolutionnaires à se mobiliser pour dénoncer la maffia des généraux et n'épargner aucun effort pour populariser la grève de la faim des étudiants turcs.

A bas la dictature militaire ! Libération immédiate de tous les emprisonnés politiques !



le mans

Comité d'accueil pour Vanuxem

Vendredi 14 janvier au Théâtre municipal du Mans. Le général Vanuxem venait causer sur « les problèmes du Vietnam ». Ce général, qui a traîné ses bottes en Indochine de 1947 à 55, puis en Algérie, n'était sûrement pas là pour condamner l'agression de l'impérialisme US. C'est pourquoi les militants antimpérialistes se devaient de l'accueillir : 70 manifestants vinrent crier leur soutien à la Révolution Indochinoise.

Malheureusement, il est à remarquer certaines défections parmi ceux qui se prétendent anti-impérialistes : le PSU qui négligea les réunions unitaires, l'AJS qui vint dire au Comité anti-Vanuxem organisé sur la fac, que la lutte contre le fascisme c'était la lutte pour le gouvernement ouvrier, un point c'est tout.

Malgré ces défections, le comité distribua plusieurs milliers de tracts sur les lycées, CET et facs, et organisa la mobilisation devant le théâtre.

Le combat des peuples d'Indochine nécessite un soutien permanent et unitaire. Ce soutien demande un cadre : le Front Solidarité Indochine (FSI). Telles sont les propositions que les militants de la Ligue feront à la réunion de bilan du comité anti-Vanuxem.

Correspondant.

meetings

Meetings «Le socialisme que nous voulons»

28 Janvier — Travailleurs de l'Imprimerie et de l'Edition - Paris, avec A. Krivine 28 Janvier — Tours, avec Bensaïd et Filoche

2 Février — Hayange, avec A. Krivine 4 Février — Paris - Hôpital Salpétrière, avec A. Krivine

9 Février - Dijon, avec G. Filoche

11 Février - Auxerre, avec D. Bensaid

11 Février — Tarbes, avec A. Krivine

11 Février — Blois, avec J. Métais 16 Février — Nîmes, avec A. Krivine

18 Février — Bordeaux, avec A. Krivine

25 Février - Le Havre, avec A. Krivine

3 Mars - La Roche Migennes, avec A. Krivine

Krivine

Autres meetings

25 Janvier - Orléans : « La révolu-

tion indienne »

26 Janvier - Nice, avec J.P. Beauvais: « Où va le Chili ? »

27 Janvier — Bordeaux, avec Vergeat : « La révolution chinoise »

2 Février - Nice, avec Vergeat : « La

révolution chinoise »

3 Février — Marseille, avec Vergeat : « La révolution chinoise »

à propos d'une correspondance avec le psu

Le 2 décembre 71, nous avons envoyé une lettre au BN du PSU réfutant le texte très sévère qu'il nous avait adressé. A ce jour, aucune réponse ne nous est parvenue, pas plus que notre lettre n'est parue dans Tribune Socialiste. Le BN du PSU est-il gêné par notre missive, ou juge-t-il que sa pratique est la meilleure réponse ?

L'INDOCHINE

Le 18 décembre dernier devait se dérouler, à l'initiative du PCF, une journée nationale de soutien aux peuples indochinois. Le PSU combattit la participation du Front Solidarité Indochine à cette manifestation. A cela nous sommes habitués. C'était déjà ainsi, l'an passé. Mais l'argumentation, cette fois-ci, était diamétralement opposée.

Lorsque se posait le problème de la participation à une initiative du PC, le PSU refusait d'habitude au nom de « l'autonomie du pôle révolutionnaire » : « La Ligue veut toujours nous mettre au cul du PCF » !... Pour le 18 au contraire, le PSU était hostile à la présence du FSI afin de « ne pas faire apparaître la division du mouvement de soutien ». Mais il ne voulait pas affaiblir ainsi une action sur l'Indochine. Conclusion : le PSU invitait ses militants, adhérents et sympathisants à aller individuellement à la manifestation.

A moins que nous ne soyons vraiment stupides, il nous semble avoir compris que:

cortège des « 44 organisations »
 sans FSI : cortège des 44 organisations ;
 appel à la participation individuelle
 à ce cortège : petit coup de main donné

Où est passée !'autonomie des révolutionnaires, au nom de laquelle on pourfendait jadis l'« opportunisme » de la Lique ?

Le 2 décembre 71, nous avons envoyé une lettre au BN du PSU, réfutant le texte très sévère qu'il nous avait adressé. Le BN nous reprochait de chercher à être l'instance critique de l'union de la gauche. Nous lui demandions de commencer par clarifier sa propre position face à l'union de la gauche ainsi que face au FSI. A ce jour, aucune réponse ne nous est parvenue.

ORDRE NOUVEAU

Tribune Socialiste du 23 décembre : « Les 18-19 décembre à Paris, s'est tenue une parade des fascistes d'Ordre Nouveau. 1500 contre-manifestants ont, malgré la présence des forces de police, défilé au Quartier Latin samedi soir. Plus que jamais, toute agression fasciste doit être écrasée dans l'œuf ». Non mais!

Voilà de la détermination. Là on reconnait le « plus grand parti révolutionnaire d'Europe occidentale » (1). Un petit oubli pourtant : il n'est pas dit que c'est la Ligue qui a fait cette contre-manifestation. Petit oubli qui évite d'expliquer, pourquoi la Ligue seule ? D'autant plus que le récit mentionné est disposé de telle façon que chacun y comprenne que le PSU était partie prenante.

Hélas! Plusieurs jours avant la contremanifestation, nous avions, lors d'une réunion unitaire, informé de notre volonté de riposter à l'exposition fasciste. Nous avions demandé au PSU ce qu'il comptait faire. Son représentant nous répondit qu'il « n'était pas au courant de cette exposition » (!), et que bien entendu, le temps d'en discuter dans le Parti, il serait trop tard pour faire quelque chose. Ce la n'empêche pas que « plus que jamais... dans l'œuf!» Bien sûr.

Dans un texte très sévère qu'il nous avait adressé, le BN du PSU nous reprochait d'être une force immobile. Nous lui avons envoyé, le 2 décembre 1971, une lettre réfutant ces accusations et affirmant que les proclamations ne remplaçaient pas l'action. A ce jour, aucune réponse ne nous est parvenue.

LA CAMPAGNE ESPAGNE

Trois militants ont été arrêtés à la frontière espagnole pour transport de propagande illégale. Un meeting unitaire est décidé. Le PSU signe, le PSU renchérit ; il ne faut pas ménager ses forces contre la répression : « il y mettra tous les moyens dont il dispose, et espère qu'il en sera de même pour toutes les organisations qui se réclament du socialisme » (2). Heureusement qu'elles n'en firent rien. Car 100 000 tracts d'appel furent imprimés : le PSU n'est pas venu en chercher un seul. La veille du meeting le BN nous fait savoir qu'il ne pourra y envoyer d'orateur, mais seulement un petit message. Le message, il est vrai, avait, il faut le reconnaître, le mérite d'annoncer la couleur : « Le PSU ne peut que s'associer à la campagne...»

Ce boycott scandaleux, n'empêcha pas les conseils : « Nul doute que dès ce soir nous prendrons toutes dispositions pour que cette campagne prenne l'ampleur nécessaire... » Sidérant, non ? Le PSU ne distribue pas un tract, est absent du meeting, mais sûr que dès ce soir... A ce niveau, le cynisme et la tartufferie font suffoquer.

Dans un texte très sévère qu'il nous avait adressé, le BN du PSU nous reprochait notre conception des relations unitaires et notre manie de donner des leçons Il nous accusait d'immobilisme, et d'autoproclamation, d'opportunisme devant l'union de la gauche et de tant d'autres choses encore... Face à cette pauvre Ligue, le BN, déjà à la tête du « plus puissant parti révolutionnaire d'Europe occidentale», veut construire une force « ayant le courage militant des trotskystes et des maoïstes, la capacité organisationnelle du PC et l'habilité et la souplesse tactiques de la social-démocratie... » (1) S'il est visiblement en retard sur les deux premiers points, le PSU, sans de déjà la so tique de la social-démocratie. On ne peut pas tout faire à la fois!

Cette suite d'incidents récents posent le problème du désir réel du PSU de pratiquer l'unité d'action avec nous. Nous réaffirmons que la situation politique présente rend cette unité d'action plus que jamais nécessaire. Nous avons prouvé notre volonté d'avancer dans ce sens, à chaque initiative depuis la rentrée. Les difficultés rencontrées imposent aussi que bien des points politiques soient éclaircis, et donc que le débat se poursuive, à tous les échelons.

Nous abordions ces questions dans une lettre du 2 décembre 71, réfutant le texte très sévère du BN du PSU. Aucune réponse, il faut le dire, ne nous est à ce jour parvenue.

Boris

(1) Lettre de Rocard à la CFDT: Rouge nº138 (2) Message du PSU au meeting du 14-1-72



Suite de l'article paru dans le nº 141

le rôle des travailleurs africains dans la lutte de classe

LA PRATIQUE DES ORGANISA- qu'on le prenne pour de la « chair à TIONS POLITIQUES

Nous venons de montrer la nature double du problème que pose l'immigration. En gros, on peut caractériser l'attitude du PCF et celle des ultra-gauches comme des attitudes unilatérales.

Pour le PCF l'immigration se réduit à une masse de « pauvres bougres » venant passer quelques années ici pour de meilleurs salaires. Fondamentalement le PCF renonce à poser le problème de l'unité des luttes des prolétariats français et étranger. De plus la stratégie de démocratie avancée s'accomode mal d'une défense systématique des immigrés. Défendre « un Arabe ou un Nègre » pourrait bien faire perdre une municipalité. Le PCF et sa fraction à la CGT en restent au stade du moralisme et ne développent aucunement au sein du syndicat les structures que pourraient prendre en charge les étrangers pour leur défense. Le PCF considère de fait le prolétariat immigré comme un ensemble rigoureusement extérieur à la lutte des classes en France.

Pour les ultra-gauches c'est l'autre volet qui est complètement ignoré. Le prolétariat immigré est vu comme un simple sous-ensemble du prolétariat en France et pas des moindres puisqu'on peut lire dans la brochure de « Lutte anti-raciste » (Gauche Révolutionnaire) : « Nous pensons qu'un nombre croissant de militants. commence à se rendre compte que la révolution dans la métropole impérialiste française est irréalisable sans le prolétariat étranger... La révolution dans leurs pays se fera peut-être sans nous. Mais la révolution en France ne se fera pas sans eux ».

Ainsi, pour les ultra-gauches, l'importance de l'immigration consiste dans le fait qu'elle est l'avant-garde essentielle pour la révolution en France. Cette vision substitutive s'explique simplement par l'incompréhension qu'ont ces militants du stalinisme. Après mai 68, où des immigrés avaient participé aux luttes, ils ont théorisé l'apathie de la classe ouvrière franrapport au prolétariat immigré Ce dernier ne connaissait pas le carcan des « organisations traftres aux mains des révisos » et se trouvait donc apte à saisir la propagande révolutionnaire. L'incompréhension du stalinisme donnait même à certaines explications un caractère néofanoniste, c'est-à-dire la croyance dans l'embourgeoisement des travailleurs français par rapport aux immigrés. L'ouvrier français ne pouvait plus faire la révolution du fait de son statut d'aristocratie ouvrière. Seuls les immigrés n'avaient rien à perdre.

Ainsi, incapables de se battre dans les entreprises pour arracher les travailleurs à l'emprise des directions syndicales actuelles dont ils ne comprennent pas la nature, ces groupes s'investirent principalement dans l'immigration pour tout bonnement construire le parti.

Aujourd'hui il est clair qu'ils ont échoué. Le milieu est loin d'être sans tradition. D'abord certains travailleurs ont acquis une expérience organisationnelle soit au PCF, soit dans un syndicat. Mais surtout le milieu n'apprécie guère

canon ». Combien de travailleurs ont été sacrifiés au petit jeu « Les Africains ont la parole »? La Gauche Prolétarienne a permis la répression de dizaines d'immigrés, en les mettant sciemment sur le devant de la scène pour se donner une caution internationaliste. Les travailleurs savent aussi que ces mêmes groupes n'ont jamais pris la défense des réprimés. Ils savent maintenant qu'on s'est servi d'eux. Ils savent que certains militants ont été jusqu'à les faire venir à des meetings en leur expliquant que là ou ils allaient, on leur trouverait du travail. Dans de telles conditions on comprend que les foyers africains soient peu réceptifs aujourd'hui aux promesses des groupuscules !

Faire du « travail immigré » la clé de voûte de leur développement a amené les ultra-gauches dans une impasse. Pour réellement construire le parti par ce biais, il aurait fallu qu'ils prennent en charge l'ensemble des luttes du milieu. Mais ceci aurait été encore insuffisant. En effet il faut vraiment tout ignorer de la lente accumulation que nécessite la préparation d'une crise révolutionnaire pour croire qu'un prolétariat qui ne passe que quelques années en France, dont le niveau de conscience à son arrivée est nul, dont les conditions de travail sont un frein au développement de cette conscience, puis se jouer un rôle d'avant-garde.

C'est en fait la volonté de trouver à tout prix un substitut au prolétariat français dont ils ne comprennent pas l'histoire, qui amène ces militants à surestimer le prolétariat immigré. L'attitude des marxistes-révolutionnaires doit être radicalement différente. Les militants africains ne s'en sentiraient pas offensés, car, pour eux, l'essentiel est de libérer leur territoire national du joug impérialiste. Leur séjour en France est une étape importante pour la préparation de cette lutte et c'est dans la mesure où nous soutiendrons leurs luttes en France que nous les aiderons à s'organiser, à se préparer au combat qui les attend au pays. Les ultra-gauches dont la vision internationaliste ne dépasse pas celle du PCF, ont cherché à organiser eux-mêmes le milieu immigré. Ils se sont donc opposés à ce que nous appelions plus haut la nécessité d'organisations autonomes des travailleurs africains. Ils s'y sont cassé les dents, non seulement parce que les travailleurs ressentent confusément ce besoin, mais aussi parce que ce type d'organisation existait avant leur venue.

LE CAS DE L'UGTSF

Le cas de l'UGTSF (3) est très spécifique. Effectivement, nombre d'organisations de masse de travailleurs étrangers ont trahi ou ont disparu. Les spécificités de l'UGTSF tiennent avant tout aux conditions sénégalaises. Le Sénégal a joué un rôle particulier dans la colonisation française et toute son histoire atteste d'un dynamisme particulier des forces antiimpérialistes. Il suffit de savoir qu'il y a encore quelques mois, ce pays connaissait un des derniers syndicats oppositionnels africains (UNTS). C'est encore au Sénégal

qu'un des rares partis marxistes africains, le PAI (4) a pu se maintenir après l'indépendance. Enfin le mouvement étudiant sénégalais est l'un des plus politisés du continent. Les mêmes conditions ont joué en faveur de l'UGTSF.

Cette organisation, composée au début essentiellement d'habitants du fleuve, bénéficiait d'une unité géographique et linguistique: le peuple toucouleur qui

favorisa son homogénéité.

Sa création en 1961 prouve que le noyau militant d'origine n'avait pas connu sur place ou presque le début de l'indépendance. Pour ceux qui connaissent le processus particulièrement difficile du développement de la conscience politique africaine, il en découle que cette direction reproduisait obligatoirement les illusions de la démagogie anti-colonialiste de Senghor. Le seul parti marxiste, le PAI, n'existait pas nationalement, et ces militants d'origine paysanne trouvaient dans le parti de Senghor le seul moyen de lutter contre le travail forcé et la misère. A lire la presse française de l'époque, on s'aperçoit que ces illusions étaient partagées par la « gauche » française.

La radicalisation de l'UGTSF s'est effectuée en trois temps. Le premier fut l'incapacité des gouvernements africains à satisfaire les revendications des émigrés et à sortir le pays du sous-développement.

Le second fut la compréhension que les organisations comme le PCF se moquaient bel et bien des étrangers et que les actes ne suivaient jamais les paroles.

Enfin mai 68, dans un troisième temps, démontra à la fois la possibilité de lutter aux côtés des travailleurs français et aussi l'existence de militants révolutionnaires prêts à prendre en charge la solidarité indispensable à leurs luttes.

L'UGTSF, après ce long processus, est aujourd'hui une organisation de masse dont le travail s'inscrit dans un cadre anti-impérialiste. La présence de ses militants, et entre autres de Sally N'Dongo, à des procès pour la défense de militants français est une preuve supplémentaire. Sa volonté de construire un Centre Lumumba dirigé par les travailleurs euxmêmes atteste du courage de cette organi-

Sans aucun doute, c'est dans un tel creuset que des militants africains antiimpérialistes se formeront. L'UGTSF peut devenir un élément fondamental des forces révolutionnaires au Sénégal et ailleurs. C'est le devoir des militants étudiants africains en France et des militants révolutionnaires français de la soutenir et de favoriser son développement.

Ne pas comprendre cela, c'est ignorer encore qu'il sera le cheminement de la révolution africaine.

> le 8.1.72 C. GABRIEL

(3) Union Générale des Travailleurs Sénégalais (4) Parti Africain de l'Indépendance, créé en

racisme

des humiliations aux agressions

La fermeture du « Latin-Musique » à Paris, parce qu'on refusait d'y servir les Noirs, a permis de mettre à la « une » de nombreux journaux le problème du racisme en France. Non pas le racisme d'une minorité nostalgique des camps de concentration, comme celui de Minute; celui répandu aujourd'hui dans la population, à Paris et en province, contre les millions de travailleurs étrangers qui effectuent, aujourd'hui, pour des payes dérisoires, les travaux dont les travailleurs français ne veulent plus; celui qui humilie, celui qui vole, mais aussi celui qui tue.

Les hebdomadaires ont décrit, suffisamment, la vaine recherche d'un appartement que l'on refuse de louer à des « métèques » ; ou la porte des cafés, des dancings, qui se ferme aux visages de couleur ; ou encore les loyers surélevés pour des chambres minables (4 à 5 mètres carrés sans chauffage et sans eau, payés de 250 à 300F par mois plus une caution de 500 à 600F, et le refus de donner des quittances de loyer pour pouvoir « vider » le locataire sans problème), louées par un propriétaire dont seuls sont connus le nom et le numéro de téléphone.

Cependant, ces mêmes hebdomadaires restent en-dessous de la réalité quand il s'agit de parler, non plus des vols ou des tracasseries dont sont victimes les « étrangers », mais des actes de terrorisme raciste qui se multiplient en France aujourd'hui. En novembre 1971, à la suite d'une campagne raciste menée à la Goutte d'Or (Paris), le jeune Ali Ben Djellali est assassiné par son concierge. Et ce n'est pas un fait isolé: le 25 du même mois, dix Nord-Africains sont lapidés à Vézès (banlieue) ; un autre est battu à mort à Martigues, un autre roué de coups à Epinal ... Des affrontements entre jeunes Français et Algériens ont lieu à Nice. Des accidents dûs à la surexcitation de part et d'autre, à la boisson, à l'énervement ? Dans la nuit du 30 au 31 décembre, une grenade d'exercice est lancée dans un café nord-africain au 278 avenue de la République à Nanterre; puis une deuxième dans un autre café, 3 rue de Solférino à Colombes ; enfin un Nord-Africain est attaqué à la matraque et dévalisé dans la rue à Gennevil-

Ces agressions armées, organisées, ne relèvent pas de l'inconscience ou de la seule stupidité, mais d'une volonté délibérée. Reste à savoir qui en est à l'origine. Leurs auteurs ont été arrêtés la nuit même et déférés au Parquet de Paris. Verra-t-on leurs noms et leurs condamnations dans les journaux, ou s'agit-il d'une des nombreuses affaires de ce genre dont le destin est d'être étouffée « faute de preu-





tom-dom

3000 à la gare du nord

A l'appel des Comités de Soutien et avec l'appui de la Ligue Communiste, Révolution, le Secours Rouge, le PSU, la Cause du Peuple, une manifestation de soutien aux grévistes de la faim s'est tenue le mercredi 19 janvier. Plus de 3000 personnes de la Gare du Nord, où différentes prises de parole dénonçant le colonialisme français furent faites, jusqu'à Stalingrad ont manifesté leur volonté de lutter contre le colonialisme français pour la réintégration des camarades exilés et l'abrogation de l'ordonnance scélérate.

une étape de la lutte contre le colonialisme français

L'aspect local de la lutte pour l'abrogation de l'ordonnance d'octobre 1960 et la réintégration sans conditions des grévistes de la faim est aujourd'hui dépassé. L'extension nationale de la mobilisation est chargée de prola victoire du combat des camarades exilés.

La lutte pour l'abrogation de l'ordonnance est capitale en ce qu'elle braque un projecteur sur la situation dansles soitdisant DOM. Si l'ordonnance touche exclusivement des fonctionnaires, elle n'en est pas moins significative de tout l'arsenal répressif du colonialisme français, en particulier la traite des Noirs pratiquée sous le couvert du BOMIDOM (Bureau pour les Migrations en provenance des DOM). Elle montre le vrai visage de la « régionalisation adaptée » mise actuellement en place dans les « DOM ». II s'agit pour le colonialisme de consolider sa domination face à la montée des luttes révolutionnaires. Pour ce faire Messmer s'est déjà rendu aux Antilles (1 mort), à la Réunion (des dizaines de blessés). Le 22 janvier il sera à la Guadeloupe, mais, craignant les mobilisations populaires, et se méfiant du bain de foule, il restera perché en hélicoptère.

La lutte contre l'ordonnance sera un des axes essentiels de la campagne aux

Antilles lors du voyage de Messmer. Notre soutien aux camarades grévistes n'est donc pas une attitude moralisante face à une ordonnance inique, mais s'intègre à la bataille d'ensemble des révolutionnaires des soit-disant DOM contre le colonialisme français. C'est en ce sens que le combat contre l'ordonnance scélérate n'est pas marginal.

Debré et Messmer ne peuvent pas céder car ce serait introduire dans leur système une faille dont ils feraient volontiers l'économie. Le pouvoir ne veut pas céder car ce serait avouer au grand jour, une fois de plus, le banditisme de son activité dans les colonies et l'illégalité de son pou-

Notre action continuera jusqu'à l'abrogation de l'ordonnance, mais ne s'arrêtera

pas une fois cette victoire obtenue : TOM-DOM: MORT A L'IMPERIALISME!

la lutte continue

Pour l'abrogation de l'ordonnance Debré, pour gagner un soutien de masse à l'action exemplaire des 7 grévistes de la faim, constituer des comités de soutien : tel est le mot d'ordre !

9 décembre : Comité de soutien à Noisy-le-Sec

janvier : Comité de Sarcelles

8 janvier : manifestation à Clichy sous Bois, soutenue par le comité de Clichy : 700 personnes

10 janvier : constitution publique du

comité de Clichy : 80 personnes 12 janvier : 1000 personnes manifestent à Noisy-le-Sec à l'appel des comités de soutien

13 janvier : meeting à Clichy : 100 per-

sonnes

15. janvier: 1500 personnes manifestent à Clichy - Meeting à Sarcelles

15-17 janvier : Après plusieurs jours de lutte, le lycée Turgot se met en grève par solidarité avec Gamaleya, un des grévistes

19 janvier : Clélie de Gamaleya est transportée à l'hôpital, mais la lutte con tinue: manifestation devant la Gare du

20 janvier : meeting au Havre, où a été créé un nouveau comité de soutien.

D'autres manifestations ont lieu à Tours, Lyon, Perpignan, où s'est constitué un comité de soutien à l'initiative de la Ligue des Droits de l'Homme soutenu notamment par la Ligue Communiste, le Parti Communiste, le PSU, la CGT, les Amis de l'Humanité Rouge, etc...

La lutte continue, elle ne soit pas



inculpez massu! 6

Le collectif pour l'inculpation du criminel de guerre Massu a tenu sa première réunion. Il a décidé de publier la déclaration suivante. Prochainement se tiendra une Assemblée Générale des signataires qui décidera des modalités précises de la campagne.

décla_ ration

Le Général Massu, dans son livre « La vraie bataille d'Alger », à la radio, à la télévision, fait en toute liberté l'apologie de la torture. Nous ne pouvons admettre que la parole lui soit donnée, alors que ce sont 3000 hommes qui disparurent mystérieusement quand il était investi des pouvoirs de police à Alger.

En leur mémoire, nous accusons le général Massu d'être lui-même un tortionnaire, le chef hiérarchique de ceux qui assassinèrent Maurice Audin, assistant à la faculté d'Alger, Larbi Ben M'Hidi, dirigeant du FNL, et tant d'autres. Nous nous engageons à reproduire des documents accablants, des témoignages sans appel.

Avant 1962, tous ceux qui réchappèrent des tortures donnèrent les noms de leurs tortionnaires: il n'y eut aucune inculpation. Aujourd'hui, c'est leur chef qui fait l'apologie de la torture. Cet aveu public est sans ambiguïté. Il doit être inculpé!

En pleine guerre d'Algérie, tous ceux qui dénonçaient la torture étaient poursuivis. De tous côtés l'on couvrait, l'on niait catégoriquement. Aujourd'hui, celui-là même qui dirigeait les parachutistes de la 10ème D.P. se produit et se vante de telles méthodes, sur les ondes et dans la presse. Cette complaisance est inadmissible: par la bouche d'une des principales figures de l'armée française, on laisse la torture s'installer au sein de la population comme une arme justifiable et normale, alors qu'il n'y a là qu'avilissement de l'homme.

procès de la torture doit être fait Bataille doit être menée contre son apologiste Massu, et tous ses semblables au sein Massu-la-torture. de l'armée ou ailleurs.

massu àla question

Paul Teitgen : un empêcheur de tourner en rond, un homme qui a versé de l'huile de notre machine, un illuminé qui se prit d'envie de dénoncer d'illusoires « disparitions » et « suicides ». Tel est l'opinion de Massula-torture, telle qu'elle transparaît dans son livre « La vraie bataille d'Alger », sur celui qui fut secrétaire général de la Préfecture d'Alger chargé de la police et duplan de 1956 à 1957, c'est-à-dire aux plus belles heures des exploits du tortionnaire

Teitgen contre-attaque, il sort d'un silence de plusieurs années et porte plainte. Il n'y a pas que Massu qu'une telle confrontation publique peut gêner. Depuis son opposition à Massu en 1957, depuis sa démission de son poste algérois, depuis son témoignage au procès-farce intenté par contumace à Maurice Audin, militant communiste algérien mort d'épuisement sous les coups des tortionnaires de Massu, et prétendument « en fuite »... depuis, Teitgen, haut-fonctionnaire, maître des requêtes au conseil d'Etat, était resté silencieux. En sortant de son mutisme, il brise par là même les scéllés apposés vo-Iontairement sur les documents explosifs qu'il possède.

L'un d'entre eux est paru la semaine dernière dans l'hebdomadaire « Politique-Hebdo ». Il s'agit d'une lettre inédite à De Gaulle. Protestant contre la comédie sinistre jouée sur le cadavre de Maurice Audin, affirmant qu'il sait les circonstances de l'assassinat de Audin et même son lieu d'inhumation, il lève le voile sur les différents complots militaires préparant l'avènement de l'Etat fort gaullien et qu'il a dû taire : ainsi celui du Général Faure en 1956, ainsi l'affaire du bazooka, tentative manquée d'attentat contre Salan, où nageait Debré soi-même. Il affirme également que, sous les ordres de Massu, il dut assigner à résidence 20 000 hommes, dont plus de 3000 disparurent à

Mais ce n'est qu'un début, qu'un avant-goût. Teitgen possède une arme redoutable, une bombe à retardement qui risque d'éclabousser bon nombre du personnel politique en place. Récemment, dans une réunion publique à Hyères, qui fit salle comble (plus de 2000 personnes), il affirma qu'il l'utiliserait lors du procès qu'il intente à Massu. Dans cette même réunion il fit, à travers Massu, le procès de la colonisation française en Algérie, il affirma que Massu et ses paras n'étaient en fait que les fouriers du pouvoir instauré par le coup d'Etat de 1958.

Pour toutes ces raisons, parce qu'il est porteur d'accusations explosives, nous soutenons le procès Teitgen contre

J. KRASNY

liste des signataires

Michel ARNAUD, Michel AUCLAIR, André BALENT, Simone de Beauvoir, Robert BENAYOUN, Denis BERGER, J.Ph. BERNIGAUD-TALBO, Claude BOURDET, F. BRESSON, Gérard CHALIAND, Jean CHESNAUX, Michel CIMENT, Etienne CREMIEUX-ALCAN, Louis DAQUIN, Robert DAVEZIES, Adrien DAX, Bernard DORT, Robert ENRICO, Roger GALISSOT, Jean-Louis GERARD, Roger GODEMENT, Etienne GOTHIE, Juliette GRECO, Ginette GRIMAND, Jacques GUERALT, Daniel GUERIN, Gisèle HALIMI, Lucienne HAMON, Monique HERVO, Edouard JAGUER, Simone JAGUER, Pierre JALEE, Alain JOUBERT, Bernard JUND, Claude JUND, J.F. KAHN, Alain KRIVINE, Ado KYROU

LABROUSSE, Yves LACOSTE, Camille LACOSTE, Michel LEIRIS, Victor LEDUC, A.P. LENTIN, Michel LEQUENNE, Eric LOSFELD, Jean MAITRON, Henri MACCHERONI, François MASPERO, Jacques MAUPETIT, Juliette MINCES, Yves MONTAND, Pierre-Jean OSWALD, Hélène PARMELIN, Jean PICART- LE-DOUX, Michel PICCOLI, Edouard PIGNON, Bernard PINGAUD, Marcel PEJU, Jacques QUERALT. Madeleine REBERIOUX, Maxime RODINSON, Georges ROQUEFORT, J.L. ROURE, Claude ROY, J.P. SARTRE, Laurent SCHWARTZ, Jean SCHUSTER, Lauis SEGUIN, Delphine SEYRIG, Geneviève SERREAU, Simone SIGNORET: SINE, Marco SLINCKAERT, Paul-Louis THIRARD, VERCORS, Pierre VIDAL-NAQUE: , Jean-Pierre VERNA..T.

les grandes manœuvres contractuelles

comment les patrons et le pouvoir se jouent des directions syndicales



chaban veille aux contrats, séguy veille aux complots

Depuis 1969, Chaban et Ceyrac (Mr Bons-offices du patronat) se sont efforcés de transformer les habitudes revendicatives des travailleurs et de leurs directions syndicales. Mettant à profit la confusion de l'après Mai 68, ils ont obstinément cherché à passer la camisole de force des contrats de progrès à la classe ouvrière.

Le succès de la dévaluation 69 et la relative expansion qui l'a suivie leur ont permis d'appuyer cette politique contractuelle, cette pratique de la « paix sociale », sur quelques avantages salariaux réels au moins dans les secteurs décisifs du public et du privé.

Chaban et Ceyrac espèrent bien que trois ans de « politique contractuelle » plus ou moins réussie auront rôdé les gros bataillons de la classe ouvrière à la concertation.

Ils y comptent d'autant plus qu'ils ont un besoin vital pour des raisons économiques et électorales de « paix sociale ». Et aujourd'hui, ils ne peuvent plus a payer très cher!

Le projet des Pompidou, Giscard et autres chefs de file du grand capital, est ambitieux : non seulement ils veulent résister à la crise de l'économie capitaliste internationale, mais ils prétendent affermir leurs positions sur le marché international. Un tel pari est fait au moment où USA, Japon et Allemagne, vont profiter de leur avance technique pour casser leurs prix et sauver leurs débouchés. Un tel choix implique l'utilisation optimale des investissements 69-70-71 et leur consolidation en 72. Dans cette course aux prix de revient minimum, les petites entreprises trébuchent, les grandes y sacrifient tous leurs improductifs, les salaires et les conditions de travail.

Les plans des patrons et du pouvoir sont une chose, la réaction des travailleurs et de leurs organisations une autre.

Officiellement, les directions CGT et CFDT se sont fermement prononcées contre ce plan. De même, elles sont en principe contre la politique contractuelle, instrument de domestication de la classe ouvrière!

Les contrats (citation)

Berteloot (Secrétaire confédéral CGT):

« La politique contractuelle, au sens où l'entendent gouvernement et patronat, a un contenu que pour sa part la CGT n'a jamais accepté. En réalité, pour ses promoteurs, cette politique est synonyme de collaboration, voire d'intégration des

ats. » L'Humanité, 26. 6. 71

Pourtant, depuis trois ans, les travailleurs doivent se satisfaire du contenu des « contrats de progrès » à Berliet, Renault, Usinor, à l'EDF, à la SNCF, aux Charbonnages, à la RATP. Et pourtant, fin 71, Chaban peut offrir à l'UDR pour ses assises de Strasbourg le beau cadeau des contrats EDF et Fonction Publique.

Et pourtant la rentrée 72 se fait sous le signe des grandes manœuvres contractuelles à la SNCF, à Renault et dans la Métallurgie parisienne. L'une après l'autre, les directions rechignent, mais qu'elles signent ou ne signent pas, elles tolèrent le fait accompli. Maire le reconnaît dans un affligeant dialogue avec les Informations (du 3, 1, 71):

Les Informations: « Coment voyez-vous l'avenir des accords contractuels dans le secteur public en 1972 ? »

Maire : « Il y en a déjà une partie de réglée avec les deux accords passés dans la Fonction Publique et à l'Electricité de France. »

Voilà, c'est réglé! Pourtant la CFDT désavoue ces deux contrats!

Lorsque les directions signent, elles oublient toutes leurs déclarations sur la logique de la « politique contractuelle ». Elles ont inventé pour l'occasion l'idée du « bon contrat ». Ainsi Maire dans les Informations du 3. 172 :

« Il y a des accords auxquels nous avons apporté, à la CFDT, un appui très clair, par exemple, les accords SMCF; jusqu'ici leur conception nous a semblé parfaitement acceptable. Le gouvernement continuera-t-il dans cette voie ou voudrat-il la modifier? »

Et Pauwels (EDF-CGT) dans le Peuple

« Compte-tenu de la portée du texte du 12 novembre 71, ne pas signer eût été une faute, non seulement à l'égard du personnel EGF, mais encore des autres travailleurs! »

Qu'y a-t-il donc derrière les contorsions des directions CGT et CFDT? Pourquoi acceptent-elles tout en la condamnant la politique contractuelle, son calendrier, son contenu, ses conséquences sur les revendications et les luttes, allant jusqu'à étouffer les violentes réactions ouvrières à Berliet, à Renault, à la SNCF, à la RATP?

Ces directions, soucieuses de garder leur influence, sont entre le marteau de l'intransigeance patronale et l'enclume de la combativité ouvrière. Malgré le cassage des grandes luttes de 71, malgré les contrats, OS, OP et techniciens, ripostent toujours aux licenciements et au blocage des salaires à Babcock-St-Nazaire, aux Aciéries du Temple (filiale de Renault), chez Baudouin-Marseille, à Carling par l'occupation et la séquestration. Ces luttes n'embraseront pas immédiatement la classe ouvrière, mais elles rappellent aux patrons et aux capitulards que les travailque des perspectives et des garanties organisationnelles.

Nos directions connaissent et cette combativité et la fragilité du régime : mener le combat systématiquement pour les revendications ouvrières, c'est choisir la voie du socialisme par les luttes ouvrières.

Face au choix, les contrats ou les luttes, la direction CFDT pour le moment bavarde.

Quant à la direction CGT, fidèle à la voie réformiste électoraliste, elle mêne hardiment campagne pour l'unité de la gauche, et met en garde militants et travailleurs contre les luttes dans une telle période: elles seraient si facilement utilisées par le pouvoir! Ainsi, le responsable transports de la CGT, Jean Brun, le « casseur » de la grève RATP, annonce la couleur après le contrat Fonction Publique refusé par la CGT:

« D'autres hypothèses, parfois suggérées par des observateurs, semblent montrer que dans certains milieux on serait assez tenté, en retardant les discussions, de provoquer ici ou là des réactions de colère, pour si possible créer un isolement et favoriser, espèrent ces « stratèges », des actions irréfléchies.

Les travailleurs, l'expérience aidant, sont prévenus. Que le pouvoir ne compte ni sur un attentisme ni sur l'aventure. »

L'Humanité, 14. 1. 72

Il ressort la triste astuce du « complot » : de même, le « complot des OS du Mans » est actuellement invoqué pour expliquer la chute des voix CGT aux élections professionnelles de Renault-Billancourt.

Les patrons sont avertis, ils peuvent « opérer » contre les ilôts qui refuseraient le gagne-petit des contrats. Les lock-out deviennent monnaie courante contre les grèves, aux Batignolles, à Renault, à Babcock—St-Nazaire. Aux moteurs Beaudouin de Marseille, des hommes armés de la SPG (L'Humanité du 11. 1. 72) protègent le lock-out. Des barbouzes interviennent impunément à la Samaritaine, à Roussel On vide des militants aux PTT—Lyon et Nice, à l'INSEE.

capitulations des directions syndicales, la combativité ouvrière dégage des courants de travailleurs et de militants combatifs qui attendent les propositions et les explications des militants révolutionnaires. Tout n'est pas possible à ces travailleurs et à ces militants; mais l'instabilité du régime, la periode pré-électorale, la grande peur des patrons devant la combativité de toute la classe, le souci des directions de ne pas se couper des travailleurs, laissent des possiblités de luttes et de victoires importantes: c'est l'engagement des militants révolutionnaires dans tous ces combats partiels sur des objectifs clairs qui justifiera notre dénonciation du muselage de la classe par les contrats et notre critique des directions réformistes.

Oui à la lutte contre le chômage, pour les salaires et les conditions de travail!

Non au piège des contrats!

Non au verbiage de la direction CFDT et à l'électoralisme de la direction CGT! Faisons de nos sections syndicales des

organes de combat!

Jean METAIS



s.n.c.f un contrat charnière

Pas un contrat n'a été signé par l'ensemble des syndicats depuis la rupture des discussions dans les charbonnages et les mines de potasse. La politique contractuelle du pouvoir traverse une phase cruciale - l'opposition des travailleurs aux contrats s'est manifestée jusqu'au CCN de la CGT en novembre : toutes les interventions ont condamné les mesures contractuelles, sauf une seule, assez lamentable : celle de Pauwels, pitoyable argumenteur de sa signature à l'EGF d'un contrat de 2 ans, avec indexation sur la productivité, le: PNB et l'indice truqué des 295 articles. Les orateurs à ce CCN ont critiqué violemment les indices gouvernementaux, l'ébauche d'échelle mobile des salaires contenue dans les clauses de sauvegarge et qui risque de pervertir cette revendication, la détermination à l'avance de la masse salariale sur laquelle le gouvernement ne revient pas. Pourtant une voix est restée neutre dans ce concert, celle de Massabiaux, responsable SNCF. Or, dans le contexte actuel, le contrat SNCF 72 constitue en quelque sorte la charnière à partir de laquelle la politique contractuelle ou s'imposera ou chavirera.

DES PROPOSITONS PLUTOT MAIGRES

5,5,% au lieu de 6 %, 1 1/2 % au 1er février, 2 au 1er juin, 2 au 1er novembre. Voilà pour les salaires. La clause jouerait après une hausse des prix de 4 %.

En fait, si ces propositions étaient maintenues, les hausses programmées courront derrière (assez loin) l'indice des 295 articles truqués. La revendication CGT disait l'Humanité du 15.1.72 demande « l'application trimestrielle de l'échelle mobile » ! Et au moins 7 % au 1er janvier.

Reste la prime de vacances, revendication de la grève de juin. Actuellement la prime de juin va de 60 F à 5.000 F. pour les hauts cadres. 1500 cadres émargent... autant que 30 000 cheminots à l'échelle 2. Le patron propose de donner 70 F. à tous les cheminots en plus de la prime actuelle : hiérarchie respectée. La CGT demande (poliment) un minimum de 300 F... hiérarchisé de la même façon! L'Huma commente : L'« effort est mince », de la part du gouvernement.

97 000 cheminots gagnent moins de 1000 F. par mois. Le contrat 72 reste muet, là dessus. Et la CGT cheminots, mélancoliquement conclut : « La réalisation d'un accord sera très difficile au vu des premières propositions de la direction ». Le directeur SNCF, aimable, a proposé de ne pas conclure au finish. On se reverra la semaine prochaine.

Après leur retour au C.A. de la SNCF, les bureaucrates CGT vont-ils, après la très probable révision de ces propositions en hausse, signer un contrat SNCF qui sauverait (comme « Le Monde » le fait remarquer) la politique contractuelle de Chaban-Delmas ?

Les réticences, les critiques, voire l'opposition massive de sections syndicales CGT (ou CFDT) à un contrat dont les cheminots ont pu mesurer « la valeur » après leurs luttes brisées, alors qu'aucune lutte sur les autres revendications (conditions de travail, productivité, compression d'effectifs, sécurité) n'a été organisée en 71, font hésiter la fraction PCF du syndicat. Récemment sur l'Est-Paris une réunion sur le contrat était convoquée. Apprenant que des critiques étaient prévues, la bureaucratie syndicale décidait d'annuler le jour même... parce qu'il n'y aurait personne!

L'E IPASSE

Des contrats « plus mauvais qu'en 71 » sont proposés, pourquoi ? Certes les données de la situation économiques pour 72, l'arrière-plan de crise monétaire plus ou moins mal replâtrée, la difficulté de maintenir un haut niveau d'exportation, dans l'Europe aux prises avec la récession, expliquent la parcimonie gouvernementale. Mais pour le gouvernement, la signature EDF par la CGT n'autoriserait-elle pas à réduire « la manne contractuelle » puisque, syndicat responsable, la CGT a donné en 71, la mesure de sa capacité à briser les luttes anti-contrats. Alors ?

La difficulté pour la fraction PCF dans la CGT ressemble fort à une impasse : signer est conforme à sa logique électorale qui exclue les grandes luttes à dimension nationale, et apaise cadres et techniciens soucieux de la voir canaliser les travailleurs de plus en plus sensibles aux arguments des révolutionnaires. A ce propos une circulaire interne CFDT expliquait, sur Tours « que la CGT a des problèmes avec un groupe intérieur, la Taupe Rouge ».

Par contre, ne pas signer implique d'organiser les luttes sur l'ensemble des revendications du secteur public et nationalisé, c'est-à-dire envisager de laisser s'exprimer la combativité ouvrière érodée par les luttes brisées de 71, laisser se développer l'audience des révolutionnaires ; cela non plus la fraction PCF ne le veut pas. Ne le peut pas. C'est le dilemme : signer à la SNCF, sauver la politique contractuelle, ou lutter contre les conditions de l'exploitation accrue des travailleurs, les conséquences de la rentabilisation capitaliste du secteur public.

JAMARD Le 15.1.72

renault billancourt

le complot du p.c.f contre la cgt

La perte de voix que vient de subir la CGT lors des élections professionelles à Renault-Billancourt est grave à plus d'un titre. D'une part elle est le reflet de l'affaiblissement qu'entraîne pour ce syndicat la tactique de la fraction PCF. D'autre part, plus grave encore peut-être, une partie des travailleurs qui ont retiré leur confiance à la direction de la CGT a été abusée par la démagogie des « syndicats » FO et CFT : par rapport à l'an passé, la CGT perd 8 délégués, la CFDT n'en gagne que deux, les autres allant à la CFT et à FO.

A FORCE DE BAFOUER LA DEMOCRATIE

Les staliniens de la CGT ont eu leur « heure de gloire ». Ils sont passés à la télé : à l'occasion du meeting tenu par Séguy à Billancourt avec l'UNEF-Renouveau et l'UNCAL, on a pu les voir répondre à un militant de l'AJS. C'est à coups de poings que la fraction PCF dans la CGT pratique la démocratie ouvrière à Billancourt. Bien avant ce meeting, et très fréquemment, les travailleurs ont pu être témoins de pareils « débats ».

En dehors de ces violences physiques, les travailleurs de Billancourt ont eu d'autres occasions de se faire une idée de la façon dont les bureaucrates de la CGT appliquent la démocratie. Ainsi, en février 71, était organisée une « vaste consultation démocratique » sur la signature de l'accord. La fraction PCF dans la CGT était favorable à cette signature. Mais de nombreux travailleurs s'indignèrent en lisant un tract de la CGT proclamant ... « 95 % des travailleurs approuvent la signature de l'accord », alors qu'ils n'avaient pas été consultés!

A FORCE DE CASSER LES LUTTES ...

En janvier 71, les OS de l'Ile Seguin entraient en lutte. La direction de la CGT n'organisa aucune solidarité immédiate sur le reste de l'usine. Isolés, les OS durent reprendre le travail. Quatre jours après la reprise, la direction de la CGT se décidait enfin à lancer un mot d'ordre de grève ... de 4 heures, alors que la combativité était à un niveau rarement atteint.

En mai 71, on se souvient de la façon dont la fraction PCF dans la CGT a tout fait pour éviter le déclenchement de la lutte, puis son extension, et enfin pour faire reprendre le travail : la Régie devait « tourner » ...

... POUR SIGNER LES CONTRATS ...

Aujourd'hui, les travailleurs de la Société des Aciéries du Temple (SAT) et de la Société des Aciers Fins de l'Est (SAFE), deux filiales de Renault, poursuivent leur grève illimitée. Dreyfus veut, sur leur dos, faire un nouvel exemple de sa fermeté. En fidèle serviteur de la bourgeoisie, il veut « freiner la folle croissance des salaires ».

Les travailleurs de la SAT ont demandé aux directions syndicales de poser en préalable à la signature de tout accord la satisfaction de leurs revendications.

Mais la fraction PCF semble tenir énormément à la signature d'un nouvel accord. Après avoir violemment protesté contre le retard mis à l'ouverture des discussions, elle réclame aujourd'hui leur conclusion rapide. Dans ces conditions, pas question d'organiser la solidarité avec les nombreuses luttes qui se déclenchent actuellement : la SAT et la SAFE sont en grève illimitée, à Flins les soudeurs R12 font une heure de grève par jour depuis plusieurs semaines, à Billancourt des secteurs de l'Île Seguin sont également en grève.

Pour la fraction PCF, l'important aujourd'hui ce ne sont pas les luttes, mais c'est la signature du contrat. La politique contractuelle a pris un sérieux coup dans l'aile en mai 71. Mais pour éviter le déclenchement de luttes importantes qui risqueraient de ruiner définitivement l'hypothétique « changement de cap » de 1973, la fraction PCF est prête à beaucoup de concessions. Les négociations risquent néanmoins d'être longues, et nous aurons l'occasion d'y revenir.

LES BUREAUCRATES ONT RECOLTE LES FRUITS DE LEUR ATTITUDE

Aujourd'hui, le résultat est là, la CGT qui avait recueilli plus de 78 % des voix à Billancourt, n'en a plus en 72 que 70 %. La CGT demeure certes le plus important syndicat de Renault. Mais nous avons déjà signalé l'importante baisse du nombre de syndiqués qu'elle a subi. Le résultat des dernières élections vient confirmer la chute de son audience. La démonstration est éclatante : ceux qui affaiblissent le syndicat, ce sont ceux qui bafouent la démocratie, ceux qui refusent d'organiser les luttes, ce sont les membres de la fraction PCF dans la CGT.

Les révolutionnaires ne se réjouissent en aucune manière de cet affaiblissement du syndicat. Ils s'efforcent, eux, de le renforcer en exigeant le respect de la démocratie, en refusant la signature des contrats qui lient les mains des travailleurs.

Correspondant



« Des militants politiques adhérents à la CFDT tentent de s'organiser en fractions politiques homogènes dans les sections syndicales... Quelle est l'importance de ces tentatives et comment se manifestent-elles ? Comment certaines organisations concernées se sont-elles opposées efficacement à cette dévia tion ? » Les champions de l'autogestion seront-ils les ennemis de la démocratie syndicale ?

c.f.d.t

et l' électora lisme

La CFDT tient son Conseil National les 27, 28, 29

janvier 1972. A l'ordre du jour :

- Action revendicative (Krumnov)

- Charte financière (Decaillon)

- Situation politique (Detraz)

SIX QUESTIONS

« Sur la situation politique, le Bureau National a retenu six questions qui vont être soumises au Conseil National :

1) En quoi l'action syndicale est-elle marquée par l'évolution de la situation politique? En quoi cette situation est-elle influencée par le développement des luttes sociales et notre action syndicale?

2) En fonction de la manière dont la CFDT situe les consultations électorales par rapport aux luttes sociales dans sa stratégie (voir le document « Pour un socialisme démocratique »), quelle application fait-elle de sa position pour les élections législatives de 1973 ?

3) Devant l'éventuelle coalition de la gauche telle qu'elle semble se dessiner : quel problème pose-t-elle -> la CFDT et quelle attitude celle-ci doit-elle adopter ?

4) Quelles peuvent être les incidences d'une telle coalition sur l'action revendicative et les rapports intersyndicaux?

5) La CFDT refusant un programme commun partis-syndicats, comment peut-elle intervenir et influencer les programmes des partis de gauche ?

6) Des militants politiques adhérant à la CFDT tentent de s'organiser en fractions politiques homogènes dans les sections syndicales, parfois dans d'autres secteurs de l'organisation; la conception du syndicalisme de masse de la CFDT, autonome dans sa pensée et son action, est incompatible avec cette pratique. Quelle est l'importance de ces tentatives et comment se manifestent-elles ? Comment certaines organisations concernées se sont-elles opposées efficacement à cette déviation ? »

L'échéance électorale, la période pré-électorale, les alliances et les programmes électoraux, hantent les responsables CFDT; et c'est bien normal! I

Derrière ces questions générales, il y a des problèmes précis que les militants doivent ou vont devoir résoudre :

— Tout d'abord, ce n'est pas nouveau, mais encore plus urgent après la dernière Assemblée générale du

quelle plate-forme, quelles méthodes de lutte, pouvons-nous opposer à l'offensive des patrons et du pouvoir ?

— La direction CGT semble avoir choisi : elle ne luttera pas (cf Lorraine, Roussel-Uclaf ...). Elle organisera des cortèges (cf 1er décembre, 2 février) pré-électoraux. Est-ce que la CFDT accepte cette trève pré-électorale? Continuons-nous un suivisme grincheux et criticailleur par rapport au planning pré-électoral de la direction du PCF et de la CGT? Que faisons-nous de ces 1er décembre et 2 février? A quoi a servi l'accord interconfédéral? Que devient-il?

Croyons-nous aux bulletins de vote, au passage au socialisme avec une majorité de gauche sortie des urnes? Si oui, il ne faut pas tergiverser, il faut participer au programme commun et pas ramener notre marchandise en fraude sous la forme de la question 5 : « La CFDT refusant un programme commun partis-syndicats, comment peut-elle intervenir et influencer les programmes des partis de gauche ? »!

 Est-ce que les diverses instances de la CFDT donneront des consignes de vote? Lesquelles? Sur quelles « listes » pourront se présenter les militants de la CFDT? etc.

II

Les militants révolutionnaires ont maintes fois répondu à la plupart de ces questions :

 Pour nous les campagnes électorales ne peuvent être que des tribunes et les élections des baromètres déformants des rapports de forces.

 Pour nos revendications, pour les changements « radicaux », pour le socialisme, l'essentiel c'est le développement des luttes ouvrières dans les entreprises et dans les quartiers.

 Les travailleurs ne croiront à nos discours sur le socialisme et sur la stratégie que si nous menons avec eux aujourd'hui des combats victorieux sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail.

— Il ne s'agit donc pas de respecter une quelconque trêve électorale. La tâche immédiate est d'engager, à l'échelle de ses moyens organisationnels, les initiatives de défense ouvrière que demandent les travailleurs : elles seront systématiquement proposées aux directions et militants CGT à tous les niveaux. L'accord intersyndical ne peut éviter que la CFDT prenne ses responsabilités !

 Nous sommes donc pour que la CFDT avance, propose, applique, un programme de luttes intéressant tous les travailleurs : la CFDT n'a pas à se préoccuper de programme et d'alliances électorales.

ш

Mais nous savons et nous comprenons aisément que dans la CFDT tous les syndiqués, tous les militants, tous les dirigeants, n'ont pas les mêmes positions sur chacun des problèmes de lutte immédiate et de perspectives!

Il est évident que derrière la diversité des opinions se dégageront au moins deux grandes orientations :

 Une orientation réformiste conséquente, partisane des mouvements syndicaux de pression pour des avantages négociés ou votés; faisant confiance pour les réformes et les changements radicaux à un gouvernement de gauche sorti des urnes.

— Une orientation lutte de classes, qui compte sur les luttes dans les entreprises pour arracher les revendications, et sur le développement de ces luttes pour exproprier les patrons, bousculer leurs forces de répression, balayer leur Etat et bâtir le pouvoir des travailleurs.

Ces deux « lignes », avec toutes les variantes qu'on peut imaginer, dictent des comportements assez différents par rapport aux élections, à l'unité de la gauche, aux tâches des éventuels candidats!

I

Mais ce que nous pensons, c'est que les travailleurs et les militants qui ont ces orientations différentes sur les « voies de passage au socialisme » et sur le « comment lutter aujourd'hui », peuvent et doivent rester syndiqués à la CFDT. Dans la CFDT, devant tous les militants, les syndiqués, les travailleurs, ils pourront défendre leurs positions. Ils pourront, ils devront surtout faire des propositions face à chaque événement, aux diverses étapes de la lutte. Les travailleurs, les syndiqués, les jugeront sur pièces. Il en décideront dans les diverses instances à la maiorité

Voilà ce que nous mettons derrière les mots de démocratie syndicale et ouvrière. Voilà ce que nous entendons par syndicalisme démocratique de masse.

Nous ne pensons pas que chaque groupe, ou parti, ou club politique, doive se doter de son petit ou gros syndicat dans l'entreprise. Chaque stratégie sera jugée à ses fruits dans l'organisation de masse par les syndiqués et les travailleurs. Nous croyons à un syndicat unifié dans lequel travailleurs, militants et dirigeants, défendent des perspectives, des objectifs clairs.

Nous sommes pour que ces idées circulent librement dans cette organisation par ses canaux normaux, bulletins, journaux, assemblées. Ainsi, bien informés, syndiqués et travailleurs choisiront! Ils se compteront sur les diverses propositions, et toute l'organisation s'attellera aux tâches définies et adoptées majoritairement.

1

Voilà sur tiuelles bases les militants de la Ligue s'efforcent de développer les luttes et les sections syndicales dans la CFDT et dans la CGT. Et nous pensons que tous ceux qui voudraient ne voir dans un syndicat et dans la CFDT que les partisans d'un seul parti, d'une seule tendance, d'un seul courant, d'une seule stratégie, ne peuvent que minoriser le syndicat et diviser les travailleurs en organisations soi-disant « homogènes » !

V

Nous espérons que derrière la sixième question, il n'y a pas de la part d'une partie du Bureau Confédéral la volonté d'« homogénéiser » la CFDT sur une orientation (encore confuse). Cela se ferait en neutralisant sur la droite ceux qui signent trop facilement (cf les dirigeants fonctionnaires), et sur la gauche ceux qui organisent les luttes et développent le syndicat trop efficacement!

Nous sommes pour la fusion syndicale pourvu que soit respectée la démocratie syndicale. Nous sommes pour le débat dans une seule centrale de toutes les orientations, de toutes les propositions. Les syndiqués, les travailleurs informés, décideront.

Jean METAIS

plan de relance

De l'oxygène pour les patrons

390 000 demandes d'emplois non satisfaites, soit 600 000 chômeurs réels fin 71 en France (chiffre jamais atteint depuis 1945). Si tout va bien pour la bourgeoisie, sans crise, les plus optimistes en prévoient un million pour fin 72.

Après l'avoir nié avec véhémence, le gouvernement est aujourd'hui obligé de reconnaître le chômage bien qu'il en sous-estime l'importance. Et fanfaron, pour faire croire que cela n'est pas grave, il annonce les mesures miraculeuses qui vont l'abolir.

La baisse du taux de réescompte de la Banque de France est trop faible pour relancer les investissements créateurs d'emploi, mais allège la trésorerie des entreprises d'une partie de leur charge financière. La quasi suppression du « butoir » de la TVA est une mesure technique, que nous avions annoncée dans Rouge en octobre, qui permet de verser aux capitalistes une subvention de 1 200 millions dont la moitié seulement ira obligatoirement à l'investissement. Le reste servira à alimenter la spéculation contre le dollar ! Les dépenses d'investissement de l'Etat et des entreprises nationales de 45 000 millions ne sont qu'une anticipation sur des dépenses prévues, le total des dépenses budgétaires pour 72 n'étant pas modifié. Reste l'augmentation des prêts des Caisses d'Epargne au logement destinée à faire dépenser leur épargne aux travailleurs. Même si cette mesure relance l'activité de la construction, cela n'entraînera pas de création d'emplois, car il y a dans cette industrie mécanisation à outrance.

Au total la mise au pot n'est que de 2 200 millions, soit 0,9 % de l'investissement total et 0,3 % de la production intérieure brute. Une misère si cela devait soulager les travailleurs, mais une bouffée d'air pur appréciable pour les seuls capitalistes auxquels elle est destinée.

Cela exprime les limites du gouvernement. Il ne peut se permettre d'aborder lés élections du printemps 73 avec un million de chômeurs. Mais il ne peut relancer l'activité sans que l'augmentation des prix ne remette en cause la compétitivité et les profits des capitalistes!

Son espoir est que Nixon prendra des mesures de relance avant les élections de fin 72 et que Brandt les relaiera pour préparer ses propres élections de fin 73. Profitant des retombées bénéfiques de ces mesures, Pompidou pourrait se contenter de peu d'ici le cap des législatives.

Et comme ce peu sera insuffisant pour résorber le chômage, le gouvernement s'apprête à le masquer. Tripatouille des chiffres par l'Agence Nationale de l'Emploi qui ajoute les « multiplicateurs réduits » aux « dérivées », etc... Augmentation de la prime de salaire unique pour inciter les mères de famille à « rester au foyer ». Primes diverses pour permettre aux paysans de subsister temporairement avant de mieux des ruiner. Durée du service militaire maintenue ou augmentée pour interdire aux jeunes de chercher un emploi. Contrôle de l'immigration. Eventuellement même, abaissement de l'âge de la retraite car une pension de retraité ne coûte pas plus cher qu'une allocation chômage et c'est moins dangereux.

le 17.1.72

Fompeyre



sanguinetti ... agent recruteur de fo

Les barons du gaullisme sont condamnés à rester au pouvoir. C'est ce qu'explique Sanguinetti. En effet, aucune relève sérieuse n'apparait à l'horizon : les centristes, un mythe. Le PS, un parti jadis bien utile mais aujourd'hui épuisé. Le PCF, la seule force de l'opposition cohérente, mais ennemie mortelle de nos sacro-saintes libertés. C'est l'analyse, peu glorieuse il faut le reconnaître, du député de Toulouse. Il est vrai que les gaullistes, même condamnés à une solitude maussade, n'entendent pas gouverner sans alliés et serviteurs. Sanguinetti ne se gêne pas pour nommer certains d'entre eux : adhérez à FO, pour contrer la CGT, demande-t-il aux travailleurs. Peut-être Bergeron se serait-il passé d'une officialisation aussi embarrassante des liens qu'il a tissés avec le pouvoir. Après la série d'adhésions de mini-syndicats indépendants ou CFT, le dernier en date étant celui de Renault-Cléon, voilà un indice de plus du rôle que joue aujourd'hui FO: pilier du « syndicalisme » jaune, relais fidèle dans le mouvement ouvrier de la politique contractuelle du pouvoir.

vient de paraître - 40 pages - 1 franc



nice

Répression politique aux PTT

Dans un ouvrage intitulé « Servin », Michel Debré, écrivain méconnu, livre parmi d'autres une grandiose pensée : les fonctionnaires, tels les membres d'un ordre religieux, devraient être voués à l'amour, au respect et au service de l'Etat... Les ministres Galley (PTT) et Marcellin appliquent avec célérité: le 29 décembre dernier, notre camarade Alain Paoli, auxiliaire de Tri à Nice, apprend que son contrat ne lui serait pas renouvelé. En conséquence, il doit cesser son travail le 29 au soir. Sur le plan professionnel, il ne lui est rien reproché. La Direction refuse de donner le motif exact de son licenciement. Aux questions précises, elle répond : « Nous ne pouvons rien dire », mais elle laisse échapper qu'un ordre serait venu du ministère. Alain Paoli était connu comme un milita nt de la Lique communiste. Il s'agit d'un licenciement politique : usant du système des contrats renouvelables ou non, la Direction tient le personnel à sa merci.

A Lyon, pour des motifs analogues, un militant PSU est vidé après une enquête.

Halte aux licenciements politiques! Non au système iniques des contrats !

i.n.s.e.e en lutte

Le 23 décembre plus de 200 agents parisiens de l'INSEE réunis en assemblée générale, demandent au directeur régional de recevoir une délégation. Depuis plusieurs mois, les syndicats demandaient audience à ce directeur, dont les mesures arbitraires et les tentatives de rogner les acquis n'étaient plus acceptées par le personnel. Fidèle à lui-même, le directeur refusa l'entrée de la délégation. Il fallut pénétrer dans son bureau sans autorisation. C'est ce que la direction de l'INSEE, cette institution de calcul économique et de prévision de l'Etat, qui emploie 5000 agents, appelle des violences inacceptables.

En fait, ce n'est là qu'un prétexte. En frappant 6 militants CGT et CFDT (1 licenciement, 4 blames, 1 avertissement), la direction veut briser un mouvement syndical particulièrement combatif. Les camarades de la direction régionale ont su faire du syndicat une organisation responsable devant les travailleurs, capable de rompre avec la routine traditionnelle des syndicats dans la Fonction Publique. Alors que tout le personnel revendique la tenue de l'AG, le directeur général Ripert frappe les militants syndicaux trop remuants à son gré. Il les désigne comme les responsables. Application de la loi anticasseurs dans la Fonction Publique, en quelque sorte.

La riposte du personnel de l'INSEE ne s'est pas faite attendre : mardi 11 janvier, grève à la DR de Paris. Le 13, 50 % du personnel parisien sont en grève, ce qui ne s'était jamais vu. Le 18, le mouvement s'étend à toute la France. 25 % de grévistes à Strasbourg, où l'on ne savait même pas si la grève était possible, 55 % à Lyon, etc. L'ENSAE (école des attachés et administrateurs de l'INSEE) s'associe au mouvement. La lutte doit se poursuivre et s'élargir pour la levée totale des sanctions. En même temps que les travailleurs de l'INSEE et des Finances, elle concerne toute la Fonction Publique.

A l'INSEE, 2000 agents sur 5000 sont des « vacataires », de même que 5 parmi les 6 sanctionnés. Ils sont embauchés pour une durée limitée, leur contrat étant renouvelable indéfiniment. Le vacataire signe en entrant sa lettre de démission. Chaque année, leur nombre s'accroît (on compte 400 000 non titulaires au service de l'Etat) et les espoirs de titularisation s'estompent. La riposte ne peut venir que des travailleurs de l'Etat résolus à refuser tout licenciement, toute discrimination de salaire et de condition entre les travailleurs. Les élus du PCF vont déposer un projet de loi à l'Assemblée contre ce système et son extension - projet qui sera bien sûr rejeté et dont on nous indiquera l'aboutissement ... par les élections en 73 ! Une façon d'entériner un état de fait I C'est aux travailleurs de la Fonction Publique de poser dès maintenant ce problème, et d'y répondre par la lutte. C'est pourquoi cette grève à l'INSEE revêt une grande signification et que l'extension de solidarité, notamment dans les ministères, est de la plus haute importance.

Correspondant



communiqué

CFT, faussaire et récidiviste

Face à la mobilisation des travailleurs de Citroën-Levallois, qui s'est concrétisée le mercredi 19 janvier par une manifestation de rue contre les agressions répétées de la CFT, et à la campagne massive menée par les révolutionnaires, la CFT prise de panique placarde les murs de faux « Citroën Rouge » (feuille de la cellule Citroën XVème de la Ligue Communiste), dans le but de tromper et de démobiliser les travailleurs.

C'est le deuxième faux « Citroën Rouge » que sort la CFT en quelques mois. La Ligue Communiste appelle l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques à dénoncer et combattre dans l'unité et sans exclusive les faussaires

fascistes de la CFT.

arsenaux

医医罗耳氏原生素 医多种

Le tapis vert, à quel prix ?

Depuis le 22 avril, il n'y a pas eu de lutte d'envergure dans les établissements dépendant de la Défense Nationale. les directions syndicales sont restées silencieuses malgré l'acuité des revendications, touchant au statut notamment. Sans doute attendaient-elles pour agir l'imminence de la Commission paritaire nationale du 18 janvier 72, puisqu'une grève devait avoir lieu le 13 dans tous les arsenaux.

Mais ne voilà-t-il pas qu'un certain Marcelon, secrétaire de Debré, fait savoir aux directions nationales CGT et CFDT que la Commission paritaire sera purement et simplement supprimée si elle est précédée d'un mouvement de grève. Aussitôt la direction CGT fait marche arrière, et juge inopportun le mouvement du 13. Ainsi, elle a cédé au chantage de l'Etat-patron ! A qui la direction CGT fera-t-elle croire qu'une Commission paritaire ainsi « préparée » par l'abandon d'une action, qui n'est pourtant qu'une pression de routine, permettra d'apporter quelque chose, aux travailleurs? La direction CGT crie haut et fort qu'elle veut contraindre le patronat à négocier. Est-ce le prix qu'elle est décidée à payer pour s'asseoir autour du tapis vert ?

La CFDT a maintenu, elle, son ordre de grève. L'Humanité devait y consacrer deux lignes plutôt laconiques : « A l'appel de la CFDT, mouvement diversement sui-

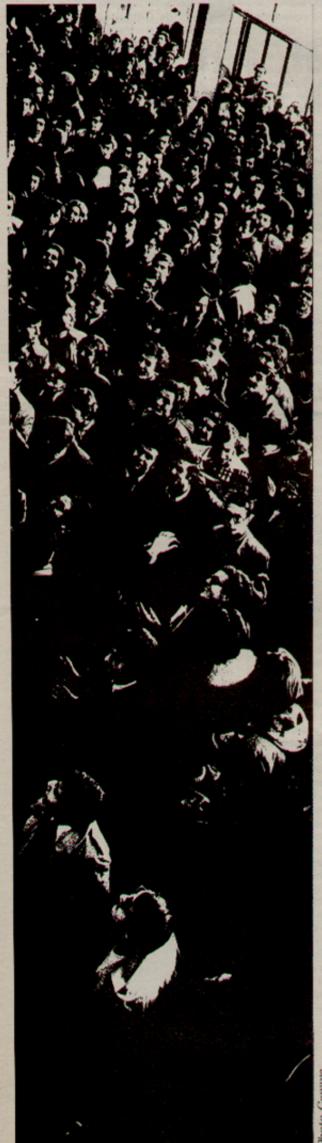
Correspondant

vient de paraître - 48 pages - 1 franc



mouvement étudiant

frappez on **VOUS** ouvrira



LE C'SSERVATEURS

Les luttes étudiantes du premier trimestre ont été d'ampleur et de niveaux différents. Entre celles de la section philo à Montpellier, du 3ème cycle de Sciences à Aix, de Sciences économiques à Rouen, dans les facs de Médecine, à la Halle aux Vins, Vincennes, Caen, il y a peu de points communs.

DISTRAITS.

Les observateurs distraits du mouvement étudiant en déduiront que son apparition est de moins en moins spectaculaire, qu'il n'y a plus de place pour un mouvement massif, organisé, offensif; que la situation politique n'est pas favorable à une riposte contre l'offensive Guichard (rentabilisation, sélection, reprise en main).

GAUC'HISTES ...

Les observateurs gauchistes - éléments du PSU, résidus maoistes, groupe « Révolution ! » - en déduiront que face à un mouvement universitaire et corporatiste, il faut se garder de la moindre « concession », qu'il faut « politiser » au maximum chacune des rares luttes, pour opérer le clivage entre révolutionnaires et réformistes.

REFORMISTES ...

Les observateurs réformistes (UNEF-UEC et UNEF-AJS) en déduiront qu'il faut organiser les luttes élémentaires en limitant les actions et mots d'ordre au « vécu » des larges masses, et en intensifiant la propagande générale pour la démocratie avancée ou le gouvernement

CEUX QUI NE SONT PAS DES OBSER-VATEURS

Ceux qui, quatre ans après mai, refusent les solutions de facilité et entendent développer un travail de masse à l'Université, y regardent de plus près. Il n'est pas possible de « politiser » des luttes sans partir du niveau de conscience du milieu; il n'est pas possible non plus de se contenter de suivre les manifestations corporatistes sans poser des problèmes politiques. Face à l'offensive gouvernementale (sélection, auxiliariat, reprise en main idéologique), il faut se mettre en état de dire : STOP ! Il faut reconstruiresun rapport de forces en milieu étudiant, réorganiser nationalement le mouvement, préparer la réémergence d'un mouvement étudiant jouant un rôle révolutionnaire aux côtés de l'avant-garde du prolétariat.

COMMENT FAIRE?

Il est bon de temps en temps - sans dogmatisme - de se replonger dans les vieux classiques. D'autant que les grandes lignes de l'actuelle situation du mouvement étudiant français ne sont pas nouvelles.

En 1908, Lénine reçut une lettre des étudiants sociodémocrates (1) de Pétersbourg. Trois ans après la crise révolutionnaire de 1905, ils se demandaient comment intervenir en milieu étudiant. Ils signalaient qu'une grève nationale était en préparation contre la réforme universitaire du ministre Schwartz. Ils expliquaient à Lénine que malheureusement « la plate-forme de la grève était académique » et ne:pouvait « rassembler les étudiants dans une lutte large et active ». Ils poursuivaient : « Nous estimons qu'un mouvement étudiant n'est concevable que s'il est coordonné avec une action politique d'ensemble et qu'il ne peut en aucun cas être isolé. Nous ne voyons actuellement aucun élément susceptible d'unir les étudiants. C'est pourquoi nous nous opposons à cette action académique ».

Lénine répondit : « Votre façon de raisonner est fondamentalement erronée. Avec cette argumentation, le mot d'ordre révolutionnaire selon lequel il faut s'efforcer de coordonner l'action politique des étudiants avec celle du prolétariat, etc., cesse d'être un guide vivant pour une agitation de plus en plus large, et se transforme en dogme mort appliqué mécaniquement aux différentes étapes du mouvement. Il faut savoir faire de la propagande en faveur de l'action politique et utiliser pour cela toutes les possibilités, et en premier lieu tous les conflits de masse qui opposent tels ou tels éléments

CONTRE NOS REFORMISTES ...

Il ne s'agit pas de transposer mécaniquement les vieilles phrases de Lénine, mais nos UEC feraient tout de même bien de s'inspirer de certaines phrases : « Il n'est pas question de diviser à l'avance chaque mouvement étudiant en différents « stades » par où il devrait obligatoirement passer, de veiller à ce que chacun de ces stades ait été bien parcouru de bout en bout et de vaincre les passages « prématurés » à l'action politique. Une telle façon de voir relèverait du pédantisme le plus nuisible et ne pourrait mener qu'à une politique opportuniste »

CONTRE NOS REVOLUTIONNARISTES ...

Lénine poursuit : « L'erreur inverse qui consiste à refuser de prendre en considération la situation et les conditions réelles d'un mouvement de masse précis est tout aussi nuisible : elle débouche inévitablement sur la phraséologie révolutionnaire.

Il se peut que dans certaines conditions un mouvement académique provoque une baisse du niveau du mouvement politique, le morcelle, ou empiète sur lui.

Mais aujourd'hui le mouvement académique marque le début du mouvement d'une nouvelle « génération » d'étudiants (...) Dans ces conditions, la social-démocratie commettrait une lourde erreur si elle s'opposait au mouvement académique : les groupes d'étudiants appartenant à notresparti doivent au contraire faire tout ce qui est en leur pouvoir pour soutenir, utiliser, et élargir ce mouve-

Lénine précise ensuite que pour les jeunes étudiants ces luttes universitaires seront leur « première expérience » politique ; qu'il faut donc les aider à prendre conscience de la signification objective de ces luttes.

AU TRAVERS DES EXPERIENCES, UNIFIER LES LUTTES!

La principale leçon de cet article de Lénine consiste dans la capacité exceptionnelle d'analyser en finesse, en rapport avec la situation politique, le flux et le reflux des mouvements de ces couches non prolétariennes. De même, la disparité et l'apparente immaturité des luttes étudiantes, encore faibles, qui se sont produites dans la France de 1971, ne doivent pas être examinées schématiquement, mais bien au contraire comme un processus en cours. L'éclatement du mouvement étudiant français après Mai 68 explique les difficultés de riposte, de mobilisation unitaire et massive. La tâche des révolutionnaires est alors de tout faire pour unifier les luttes, les organiser à l'échelle nationale (contre la politique nationale du pouvoir), pour dépasser les disparités et les échecs des mouvements locaux. Nous devons avancer les mots d'ordre unificateurs, populariser les éléments d'une plate-forme de lutte capable de rassembler des milliers d'étudiants, de répondre à leurs préoccupations, de les éduquer politiquement.

AU TRAVERS DES EXPERIENCES, ORGANI-SER LES LUTTES!

Nous ne nous battons pas pour une coquille vide, comme le font les tenants des deux UNEF. Les solutions organisationnelles que nous avançons doivent répondre aux leçons qui se dégagent des expériences de lutte.

Nous proposons d'unifier les comités de lutte qui se sont créés, qu'ils se dotent d'une plate-forme commune discutée démocratiquement par tous les étudiants. Ainsi se reconstituera une réelle force au sein d'une Fédération Nationale des Comités de Lutte.

F"APPEZ ET L'ON VOUS OUVRIRA!

Toujours dans la lettre de Lénine, on peut lire des phrases qui conseillent aux étudiants l'opiniâtreté dans la lutte : « Quelles que soient les difficultés rencontrées en ce moment, quels que soient les échecs essuyés par tel ou tel propagandiste dans telle ou telle université, telle ou telle association d'étudiants, tel ou tel meeting, etc., nous continuerons à répéter : frappez et l'on vous ouvrira! Le travail d'agitation politiquem'est jamais vain ».

Après les grèves du premier trimestre, organisons la propagande pour la riposte au nouveau projet Guichard de sélection des enseignants (CFPM). Organisons nousmêmes les « consultations élargies » dans les TP, les TD, les facultés, où nous ferons connaître notre opposition à ce sujet. De l'expérience de ces mobilisations se dégagera la nécessité d'organiser en une Fédération Nationale les comités d'étudiants qui les animeront.

Roger NORMAN

(1) A l'époque, il s'agissait de révolutionnaires.

les casques bleus de l'uec

Ordre Nouveau, pour la première fois de l'année, faisait une apparition au Restau U de la fac de

Les militants de la Ligue expliquent alors aux étudiants présents que la peste brune doit s'écraser dans l'œuf et qu'il faut sur le champ vider les fascistes. Les étudiants anti-fascistes se dirigent donc vers le parvis de la fac où s'est rassemblé Ordre Nouveau. C'est ce moment que I'UEC choisit pour intervenir

- en expliquant que la lutte anti-fasciste est une diversion par rapport aux préoccupations véritables des étu-

en bloquant les portes de la fac, empêchant les étudiantsde sortir, alors que deux de nos camarades, isolés, sont en train de se faire malmener par une vingtaine de

Le comble : un dirigeant UEC hurle dans sa sono que nous sommes des hitléro-trotskystes.

Finalement, les 150 étudiants présents réussiront à sortir et à vider Ordre Nouveau.

Quant à l'UEC, aussi bien contre les fascistes que contre la politique de Guichard, elle aura montré sa manière bien à elle d'être présente dans les luttes.



qu'ils étaient beaux nos lycées sous vichy!

Deux affaires viennent de s'ajouter à la liste déjà longue des scandales dûs aux tentatives de la bourgeoisie d'instaurer partout pour la jeunesse un Ordre Moral autoritaire, un respect des valeurs que celle-ci refuse.

L'AFFAIRE MICHEL THOME

Michel Thomé est un enseignant remplaçant au Collège d'Enseignement Général, rue Yves-le-Tac (Paris 18ème). Il reçoit, le 3 janvier 72, l'avis de sa radiation, qui est entrée en vigueur depuis la sortie des vacances, le 21 décembre 71. Que lui reproche-t-on? « Incompétence, inadaption, agressivité », dira sans rire le Rectorat, dont chacun sait combien il est compétent, adapté, etc... Une association des parents d'élèves l'accuse de « pressions exercées sur les élèves et subversion de l'ordre scolaire »...

Derrière ces prétextes, ce que l'administration juge, ce sont les tentatives de Thomé de modifier les rapports maître/élèves. « Ses méthodes pédagogiques avaient quelque peu surpris », précise Le Monde du 7 janvier : Thomé avait donné son adresse à ses élèves et les laissait venir chez lui — tant qu'elles n'obtenaient pas le foyer qu'elles réclamaient — et avait répondu à leurs questions, y compris — ô, crime ! — à celles concernant la sexualité...

Estimant que la sanction qui le frappait, relevait du plus pur arbitraire, Thomé décidait de rester en fonction en attendant de plus amples explications.

Le 4 janvier, deux inspecteurs de la Police Judiciaire, précédés de deux inspecteurs de l'enseignement public, « viennent le chercher » à l'intérieur du collège et l'emmènent — sous bonne escorte — au commissariat du 18e : il subira deux heures d'interrogatoire, pendant que ses élèves seront bouclées dans leur classe par l'administration.

Ce n'est pas la première fois que le pouvoir s'attaque aux enseignants : on se souvient de l'enseignante exclue du lycée de Rodin pour avoir parlé de Wilhelm Reich à ses élèves ; on se souvient — plus récemment — des sanctions qui avaient touché Bertin (au lycée Mallarmé), Balmès, Lemaître, etc...

Cette politique – prudente à ses débuts – s'enhardit de plus en plus. Cela n'a rien d'étonnant : le corps enseignant constitue un réel obstacle aux entreprises de « reprise en main » de l'Enseignement. Tant qu'il n'obtiendra pas le soutien des enseignants dans cette entreprise, le pouvoir s'opposera à eux, et en fera volontiers les boucs émissaires de « l'agitation »...

C'est un devoir pour les lycées que de riposter à la répression gouvernementale frappant les enseignants qui se sont rangés du côté des élèves : un tract unitaire est sorti (AMR, PSU, MLF 18e, SR, Ligue Communiste, Ecole Emancipée, Rénovation Syndicale), un rassemblement a eu lieu lundi 17.

Unité lycéens-professeurs :

pour la réintégration immédiate et sans condition de Thomé

 contre toute sanction frappant les élèves qui se sont déclarées solidaires de lui

pour une liberté pédagogique pour tous les enseignants.

LEUR MORALE ET LA MOTRE

On ne badine pas avec l'amour dans les lycées, en France : trois lycéennes se sont faites exclure, à Champigny, parce qu'elles étaient enceintes !

A Reims, au lycée technique Libergier, un fille de 17 ans accouche dans les lavabos de son lycée, puis laisse son enfant dans une poubelle : il sera découvert quelques heures plus tard par une femme de ménage.

« Au scandale! A l'infanticide (manqué)! », crieront les bonnes âmes, qui disposent de tout l'argent nécessaire pour aller en Angleterre ou en Suisse se faire avorter...

Car, soyons logiques! Si l'on exclue les enseignants quand ils donnent des informations aux lycéens sur la sexualité, rien ne sert de s'étonner qu'il arrive des choses comme ça!

Car l'affaire de Reims n'a rien d'un fait divers : la lycéenne est bien la victime de tous les tabous et de toutes les valeurs de l'idéologie dominante, qui n'admet la sexualité que pour la procréation (qui permettra enfin de combler le rêve de Debré : une France de 100 millions d'habitants) et corrélativement, interdit à la jeunesse de prendre connaissance des moyens contraceptifs, qui lui permettraient une vie sexuelle normale et équilibrée.

Quand Melle Dienesh (membre du gouvernement) tient un meeting contre ce « crime » que constitue l'avortement... sous la protection du service d'ordre d'Ordre Nouveau, on peut se poser des questions...

Pas de rapports entre ces deux affaires, dira-t-on ? Ils semblent évidents :

 A Reims, une lycéenne qu'on a persuadée qu'elle a fait « une faute », qui la cache, puis laisse son gosse...
 « Je n'ai rien à dire, » a déclaré la directrice du lycée sur cette affaire. Elle ne dit rien, mais elle agit : la lycéenne est menacée d'exclusion et d'inculpation.

Et ce sont les responsables qui accusent !

 A Paris, un enseignant qui a essayé d'informer ses élèves, de leur montrer quelles étaient les finalités de l'idéologie dominante, est exclu et risque l'inculpation...

Que la France était belle sous Vichy : n'est-ce pas M. suichard ?

Michel BEAUCHAMP

montpellier

Victoire contre l'Ordre Moral!

Des étudiants de 21 ans qui doivent rentrer se coucher tous les soirs à 22h (sauf le mercredi à minuit et demi) : ça se passe à l'Ecole Normale de Montpellier: Du moins ça se passait, jusqu'au jour où 13 normaliens ne sont rentrés que sur le coup de 3h du matin.

Emoi de la direction, qui convoque le Conseil de discipline. Résultat : l'ensemble de la promotion se réunit en AG pour empêcher cette réunion et faire changer le réglement (on est obligé d'être interne).

Pour cela nous avons joué sur deux fronts :

d'un côté, on publie une motion demandant soit la liberté de sortie, soit le droit d'être externe

 de l'autre on applique immédiatement ce qu'on demande et on se met à sortir et rentrer comme on veut.

Comme ça, on se retrouvait dans l'illégalité comme nos camarades, et logiquement le directeur devait nous envoyer tous en conseil de discipline. L'administration flaire le danger et annule le conseil de discipline.

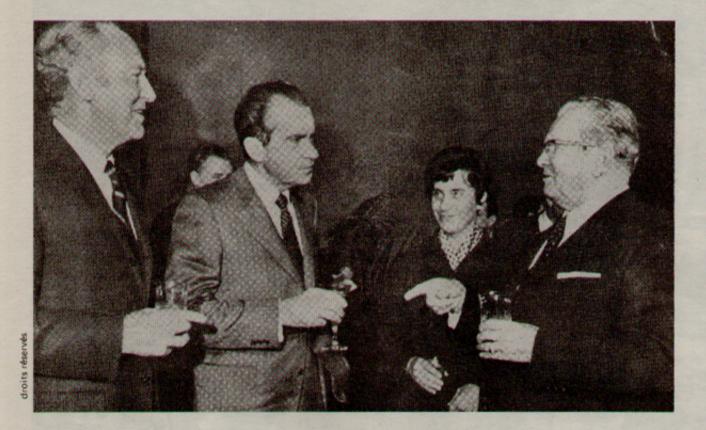
La lutte continue, on décide de ne plus finir nos repas. Le directeur s'affole, convoque le conseil d'administration qui déclare que l'externat sera désormais libre.

Aujourd'hui, la moitié des élèves est externe ou va l'être. Remarque: les profs staliniens nous ont subitement laissé tomber en nous traitant d'irresponsables. Ce n'est qu'un début. Nous continuerons le combat en

nous attaquant à des problèmes plus importants.

A bas l'Ordre Moral dans les Ecoles Normales!

Correspondant



après la crise croate OÙ Va la yougoslavie?

« L'autogestion ouvrière a dû faire face à des problèmes extrêmement complexes, car la direction de l'Etat s'est fortement rétrécie et l'organisation sociale qui doit planifier, orienter et organiser sur des bases d'autogestion le cours du travail social et de la reproduction économique n'est pas encore développée ».

(2ème Congrès de l'Autogestion, Sarajevo Mai 71 - Extraits de la table ronde des syndicats).

Quand la situation est grave, Tito sort son uniforme... Mais les lendemains des heures glorieuses de la résistance sont déjà bien lointains. Aujourd'hui l'uniforme craque, contenant mal tout ce qui a changé. Il faudra donc réprimer.

A FORCE DE CRIER AU LOUP...

La réforme de 1965 a considérablement décentralisé le système économique yougoslave enlevant au gouvernement fédéral une part importante des fonds d'investissements qu'il contrôlait à 60 % environ jusqu'alors (1). Loin de renforcer les pouvoirs autogestionnaires des travailleurs, cette décentralisation allait les soumettre en grande partie aux lois aveugles du marché et favoriser le développement de forces sociales réactionnaires. Le développement des inégalités sociales, les écarts croissants entre les régions, l'augmentation considérable du coût de la vie, l'accroissement du chômage (2), furent les maux immédiats dûs à ce « jeu » aveugle appelé « libéralisation ».

C'est que tout « autogérés » qu'ils soient, les ouvriers mis en concurrence en tant que producteurs devaient bien s'affronter aux nécessités de rentabilisation pour améliorer leurs résultats sur le marché. Mais les conséquences sociales de ces mécanismes allaient susciter les réactions qui éclairent la nature des rapports sociaux de production dominant encore en Yougoslavie.

Bien que ne disposant pas du pouvoir central politique et économique, les travailleurs ne sont pas dans les entreprises soumis à une exploitation capitaliste : ils abandon-

nent souvent les pouvoirs d'autogestion aux technocrates divers en ce qui concerne les décisions qui demandent le plus de formation et qui sont présentées de façon compliquée par les « spécialistes »; par contre la question de la répartition des revenus de l'entreprise, des conditions de travail est largement prise en charge par les travailleurs. Tous les observateurs confirment ce fait. La socialisation des moyens de production signifie dans ce cadre très concrètement qu'il n'existe pas dans l'entreprise l'antagonisme capital-travail. On ne retrouve pas les mêmes effets par exemple que produit en système capitaliste le développement du chômage : malgré le chômage et la concurrence, les travailleurs yougoslaves ont préféré dans une période d'augmentation considérable du coût de la vie, augmenter leurs salaires (4) plutôt que les investissements. Ils ont refusé de plus en plus, la logique qui n'est pas la leur d'une « faillite » de l'entreprise au nom des lois du marché. D'où les conseils bienveillants » de ces messieurs de l'OCDE : « Etant donné que la détermination des revenus au sein de l'entreprise ne peut être soumise à aucune contrainte effective, il paraît important de renforcer les contraintes exercées sur l'entreprise dans la détermination des prix.,...» (OCDE, Etudes Economiques, nov.70, Yougoslavie). Eh, oui, ce n'est pas encore comme chez vous, messieurs

« Dans le combinat minier et métallurgique de Zenica a été légitimé le principe qu'aucun ouvrier ne saurait être licencié pour cause de modernisation ou de reconstruction des ateliers de production ou des unités de travail. (...) Dans le bassin minier et métallurgique de Bor, on a également donné force de loi au principe qu'aucun ouvrier ne saurait être licencié en tant qu'excédent de main d'œuvre ». (Résumé des textes analytiques préparés pour le 2ème congrès de l'autogestion de Mai 71).

les bourgeois!

La généralisation de telles lois rendrait complètement caduque le jeu de la concurrence.

C'est également un révélateur de la situation sociale que de savoir que depuis la réforme quelques 3500 entreprises continuent à travailler à perte (cf. Informations Industrielles et Commerciales, 21.9.70 (5).

...QUAND IL POINTE SON NEZ...

Si les réactions des ouvriers vont s'accrosssant contre les effets de la décentralisation, elles se heurtent de plus en plus aux forces sociales qui s'efforcent au contraire d'en pousser la logique au bout. La contradiction de la réforme est bien cellé-là : par la décentralisation et les critères mis en avant pour rentabiliser l'économie, elle s'appuie fondamentalement sur les couches de technocrates et directeurs d'entreprises sans pour autant leur donner les moyens et les fruits de leurs efforts. Elle provoque le chômage ouvrier, mais elle laisse aux travailleurs les décisions sur les niveaux de salaires. Elle pousse à la concurrence entre les entreprises, mais on légalise par ailleurs les mesures qui la contrent et limitent l'existence d'un marché du travail. Elle veut stimuler les efforts de compétitivité, mais les entreprises dynamiques qui parviennent à exporter ne peuvent pas disposer de toutes leurs devises pour racheter des produits d'importation moins chers qui permettraient pourtant d'être plus « rentables » : 60 % des importations restent contrôlées ; malgré les récentes concessions, les entreprises ne peuvent garder que de 20 à 40 % de leurs recettes en devises (au lieu de 10 à 20 %), de façon différenciée selon les branches et l'importance de leurs exportations. Et puis quoi ! La fédération ne tient pas ses promesses et intervient sans arrêt, nuisant ainsi à l'« égalité de tous devant la concurrence » !

Les puissances technocratiques liées aux entreprises exportatrices et au système de banque décentralisé se sont donc reconnues dans les revendications mises en avant par les nationalistes croates : assez d'intervention de la fédération! Laissez-nous le « juste fruit de nos efforts ». En tant que telles, elles rejoignent les intérêts de la bourgeoisie qui se développe dans les secteurs touristiques de la côte dalmate en Croatie, et rapporte l'essentiel de ses devises à la fédération. Elle rejoignent aussi les intérêts de la bourgeoisie étrangère que rebutent encore considérablement les risques et entraves sur les investissements en Yougoslavie, « étant donné la difficulté de concilier la protection des investissements directs étrangers avec le principe de la gestion ouvrière » (OCDE, id. p.54) (6).

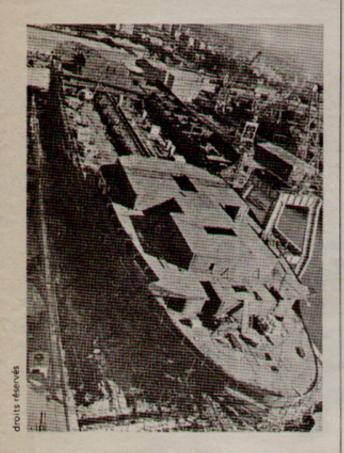
...IL FAUT LE RECONNAITRE!

C'est bel et bien la restauration du capitalisme en Yougoslavie qui est l'enjeu de la lutte sociale ouverte aujourd'hui. L'absence de cohésion de la Ligue des Communistes dans un système considérablement décentralisé ; l'étendue de la libéralisation politique qui a été un des effets de l'autogestion (7); la rupture avec Staline qui s'est accompagnée d'une dénonciation massive de la bureaucratisation avec la démagogie que l'on peut imaginer, (mais l'effet n'est pas neutre !) ; ce contexte donc, a un effet contradictoire sur les rapports de forces : l'autogestion a atomisé la classe ouvrière et renforcé la bureaucratisation au niveau des entreprises. En même temps elle a été un facteur de politisation, une expérience de prise en charge partielle par la classe ouvrière de ses intérêts. Empiriquement, les solutions à la crise sont recherchées et exprimées dans la voie d'une planification s'appuyant sur l'autogestion remettant à la fois en cause les effets de la décentralisation et le poids de la bureaucratie. Les différenciations au sein de cette dernière s'accentuent : les syndicats yougoslaves - beaucoup moins intégrés à l'appareil d'Etat que dans les pays de l'Est - commencent à devenir une force d'oppositon - au moins d'ores et déjà pour des courants qui les traversent ; ceux-ci ont dénoncé l'actuelle tendance à la « suprématie des banques et d'autres corporations qui détiennent la puissance financière, de la hiérarchie administrative et de l'organisation technocratique, ce qui signifie toujours l'expropriation du statut et du pouvoir autonome des travailleurs », et ont affirmé la nécessité de l'autonomie totale des syndicats pour permettre l'émergence « des organes de détermination politique issus de l'organisation autonome des producteurs »

Parallèlement d'autres éléments de la bureaucratie profiteront aujourd'hui de la confusion qui a régné dans la répression envers les forces réactionnaires de Croatie pour réprimer également sur leur gauche avant qu'un programme authentiquement socialiste et anti-bureaucratique entre en résonnance avec les masses ouvrières.

C'est ainsi que « Branko Pridicevitch, membre du Comité Central de la Ligue des Communistes, a demandé que l'on prenne des mesures contre un groupe d'extrême-gauche « très bien organisé et fort adroit » qui, selon lui existe à l'université de Belgrade » (Le Monde du 28.12.71)...

Les grèves augmentent aujourd'hui en Yougoslavie. (8) Or la situation ne peut que s'aggraver dans le contexte de récession économique des pays capitalistes : un million de travailleurs yougoslaves à l'étranger! C'est un million qui sera dans les premiers touchés et renvoyés par la mise au chômage dans les pays capitalistes. Or les entreprises yougoslaves ont déclaré un « excédent technologique de main-d'œuvre » de l'ordre de 200 000 ouvriers qui risquent d'être encore licenciés et de s'ajouter aux 350 000 chômeurs yougoslaves. Si l'on a en tête les quelques 100 000 jeunes qui sortiront des écoles et l'excédent de main-d'œuvre rurale...



Tito a parlé des « risques de guerre civile » au moment de l'affrontement avec les nationalistes. L'armée (seule à n'être pas autogérée ! « Efficace » donc et fort centralisée) est entre les mains du gouvernement...

On comprend pourquoi Branko Horvat, un des plus éminents économistes yougoslaves (quoique non marxiste) affirme: « Je redoute l'accentuation des contradictions sociales et politiques, ce qui peut devenir dangereux pour l'existence même du socialisme chez nous ». (NIN. 2.1.72)

Quant aux étudiants, directement concernés par le problème de l'emploi, ils avaient déjà en juin 1968 manifesté à Belgrade leur lutte anti-bureaucratique et leur so-lidarité avec les grèves ouvrières.

Gageons que leur mot d'ordre sera l'enjeu non d'un vague combat idéologique mais de l'affrontement physique de forces sociales en Yougoslavie : « Autogestion de bas en haut ! ». La lutte contre la restauration du capitalisme est devant nous. Que ceux qui voyaient le loup depuis on ne sait quand ouvrent les yeux ! Rien n'est joué.

C. VERLA Le 17.1.1972

(1) Par la suppression d'une part importante des impôts pesant sur les entreprises et la détermination, selon les secteurs, des parts qui leur restent pour leur autofinancement. La part directe de la fédération dans la détermination des investissements est tombée à environ 30 %. Elle conserve un Fonds extra-budgétaire d'aide aux régions insuffisarhment développées.

(2) 8 % de la population active sans l'agriculture. Soit 350 000

(3) 60 % des produits industriels en 1964 avaient des prix contrôlés. 90 % en 65 malgré la volonté de « libéralisation » ; 45 % en 1968. Les tarifs publics sont en partie contrôlés ; loyers et services commerciaux devaient augmenter de 100 %. La décison en est périodiquement reculée.

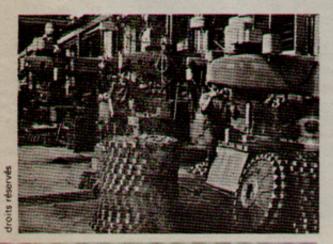
(4) Cf. OCDE Novembre 1970, p.33 et 64.

(5) Sur la base de fonds communs aux diverses entreprises de la commune.

(6) Cf. aussi « les investissements étrangers en Yougoslavie » OCDE 1970 : croustillant de revendications capitalistes pour que la Yougoslavie le devienne !

(7) Cf. la publication en Yougoslavie d'œuvres de Trotsky (il y a un marché !). Cf. la traduction du Traité d'Economie Marxiste d'E. Mandel en Serb Croate et sa publication dans une édition parfaitement légale et sans coupure des chapitres sur l'économie de transition ! Cf. aussi l'invitation à l'université de Belgrade d'E. Mandel.

(8) Le droit de grève est officiellement reconnu aujourd'hui, ce qui exprime certes la reconnaissance d'un état de fait, mais aussi la nécessité pour la bureaucratie d'ouvrir quelque peu les vannes contre les puissances technocratiques centrifuges qui mettent en cause le pouvoir bureaucratique central.



Vider les cellules du parti pour remplir les cellules des prisons...

à nouveau les purges

Pour avoir manifesté, entre autres lors des dernières élections, leur opposition à l'invasion des troupes soviétiques et à la dictature bureaucratique qu'elle a instaurée, plus de 200 personnes sont aujourd'hui emprisonnées en Tchécoslovaquie.

LA NORMALISATION « ACHEVEE »

Pourtant, comme l'affirment les déclarations officielles, le processus de normalisation n'était-il pas achevé? Pourtant le XIVème Congrès de mai 71 n'était-il pas le symbole de l'« épuration réussie » au sein du Parti Communiste? Pourtant les « élections » de novembre ne furent-elles pas une apothéose, où 99,7 % des suffrages accordaient « un soutien unanime à la politique entreprise »? Pourquoi alors un appareil de sécurité si important qui dépasse à lui seul les « 0,3 % » de récalcitrants? Pourquoi alors maintenir une législation d'exception?

Gomulka... en des termes très proches de ceux utilisés aujourd'hui par Gierek!

LIBEREZ TOUS LES PRISONNIERS POLI-

Il ne s'agit pas d'individus isolés, mais d'arrestations massives. La bureaucratie tente de frapper un grand coup à titre d'exemple, pour décourager ceux qui voudraient suivre un chemin idéntique : celui de la résistance active. A aucun des accusés il n'est reproché d'avoir voulu « restaurer le capitalisme ». La bureaucratie ne se permet même plus ce mensonge, elle ne peut cacher que c'est bien d'une lutte pour la démocratie socialiste qu'il s'agit. Face au silence du PCF, caché derrière le fallacieux prétexte de « non ingérence dans les affaires d'un parti frère » ; parce que la répression en Tchécoslovaquie concerne l'ensemble du mouvement ouvrier, une campagne unitaire pour la défense des emprisonnés, pour la popularisation de leur lutte contre la bureaucratie, s'impose.



En fait la bureaucratie en accentuant la répression, en multipliant les arrestations, en frappant sans cesse ceux qui n'ont pas baissé les bras et continuent le combat pour la démocratie socialiste, prouve elle-même l'ampleur du mouvement d'opposition active, expression de la résistance de tout un peuple.

LA REPRESSION CONTINUE

Elle s'ouvrit l'an dernier, par le procès des militants du PSRT, condamnés en février à de lourdes peines, aggravées par le procès en appel de juin (Petr Uhl, dirigeant du PSRT: 4 ans de régime sévère). En février se déroula également le premier procès de Vladimir Skutina; journaliste de télévision, il avait dit tout haut ce que le reste de la population est forcée de penser tout bas. Il fut condamné une deuxième fois en juillet à quatre ans d'emprisonnement pour son activité en 1968–1969. La réaction fut vive : vingt quatre personnalités du Printemps de Prague adressèrent une lettre au procureur général.

Parmi les signataires de cette lettre, certains des arrêtés d'aujourd'hui : le champion d'échecs Ludek Pachman, l'historien J.Pesar, déjà emprisonnés en 1969 pour avoir rédigé un manifeste anti-bureaucratique. Sabata, ancien dirigeant communiste de la région de Brno, fut à son tour frappé, ainsi que sa famille : il fut l'un des plus actifs à mener avant et pendant 1968 la lutte contre la fraction conservatrice. Dans la même charette se trouve Jiri Müller, un des principaux dirigeants du mouvement étudiant à Prague. Il n'avait pas attendu 1968 pour devenir oppositionnel : en 1966, par ses attaques contre la très stalinienne Union de la Jeunesse, il fut exclu de l'université et envoyé à l'armée. Réadmis en 1968, il fut l'un des animateurs du Comité d'Action du 17 novembre à la faculté de philosophie, lors de la grève des étudiants de novembre 1967. Son arrestation prouve qu'il avait, après l'invasion, poursuivi

Mravec, autre dirigeant étudiant, est accusé d'avoir collaboré avec des oppositionnels polonais. Le journaliste J. Lederer est accusé d'avoir critiqué en 1968

liberté pour le chef de l'orchestre rouge

La bureaucratie polonaise s'apprête à commettre un nouveau crime. Dans sa répugnante lâcheté, elle a choisi de laisser mourir de maladie et de désespoir un vieux militant communiste. Son nom : Léopold Trepper. Ses crimes : être juif et avoir été parmi les plus courageux, les plus lucides militants anti-nazis.

L'« Orchestre Rouge », une des principales organisations de résistance pendant la seconde guerre mondiale, fut créé et dirigé par Léopold Trepper. C'est l'Orchestre Rouge qui prévint Moscou de l'attaque allemande de juin 1941, qui communiqua les plans allemands de la bataille de Stalingrad. La répression fut féroce, et Trepper, arrêté, passa toute l'année 1943 dans les geòles de la Gestapo. Il réussit à s'évader et à gagner l'URSS. Les bureaucrates de Moscou le récompensèrent à leur

Les bureaucrates de Moscou le récompensèrent à leur manière : Trepper resta incarcéré de 1944 à 1953. Sans doute en savait-il trop long sur l'incurie et les crimes staliniens pendant le conflit mondial.

Aujourd'hui, les misérables épigones contre-révolutionnaires en place à Varsovie, s'acharnent sur Trepper. Par trois fois on lui a refusé un visa d'émigration en Israël. Son téléphone, son courrier, sont espionnés. Sa femme est systématiquement filée par un groupe de flics en civil.

Le traitement infligé à Trepper révèle à quel degré en est arrivée l'écœurante campagne d'antisémitisme qui sévit en Pologne, particulièrement depuis 1967.

Le combat pour la libération de Trepper est un combat urgent : malade, menacé de l'amputation des deux jambes, ce vieux militant est désespéré. Sa femme fait une dépression nerveuse. Un comité de soutien a été créé. Parmi les personnalités : Gilles Perrault (auteur de « L'Orchestre Rouge »), Vercors, Me Matarasso, Arthur London, etc.

Prendre contact avec : Me Soulez-Larivière, 90 avenue Niel, Paris 17ème.

Yves CLEMENT



Gamma

C'est une dure épreuve que se sont vus infliger dimanche matin les auditeurs des postes périphériques : l'interview du directeur de la prison de Nancy, personnage à la syntaxe hésitante et à la voix bafouillante, empâtée d'incompréhension, tout juste capable de répéter en substance : nos détenus sont ici très bien traités, je les recois chaque fois qu'ils le désirent, personnellement. Cette révolte n'est pas normale, elle a été fomentée par des éléments extérieurs... Que la vieille fable marcellinesque des éléments étrangers subversifs puisse faire son apparition en l'occurence de si ridicule façon traduit bien la panique et la stupeur qui s'em-parent de tous les chefs matons de France, au moment où la vague de révoltes dans les prisons, bien loin de retomber, monte sans cesse : après Toul, Nîmes, Amiens, Loos... les détenus de Fleury-Merogis (prison modèle, sorte de Club Méditerranée pour détenus, à en croire M. Jean Ferniot), ceux d'Ecrouves et de Nancy sont passés à l'offensive en bon ordre, efficacement. A Fleury-Merogis, après la promenade, les détenus refusent de remonter dans leurs cellules, ils réclament deux heures supplémentaires de promenade. A Ecrouves (Meurthe et Moselle), l'amélioration des salaires, la possibilité de pratiquer véritablement l'exercice physique. A Nancy, poussés à

bout par le froid, la faim et les sévices, même scénario qu'à Toul : les détenus montent sur le toit, tirent un tract résumant leurs revendications qu'ils s'efforcent de faire parvenir à la population assemblée et résistent des heures durant à l'assaut des flics qui les délogent finalement avec un hélicoptère. Comme au Vietnam! Décidément, cette révolte des prisons, loin d'être un simple feu de paille, se développe en un incendie généralisé. Rien d'étonnant à cela : lorsque les détenus d'Ecrouves se révoltent. on les transfère à Nancy. Lorsque ceux-ci entrent à leur tour en lutte, on transporte les « meneurs » dans une autre prison où dès lors le ferment de la subversion n'a plus qu'à lever. « Qui sème le vent... » semblent murmurer ironiquement à Pleven et ses acolytes la rumeur croissante qui monte des prisons.

Mais il y plus : dans le mouvement, la caste rejetée des détenus s'éduque, prend conscience de ses possibilités de lutte contre le système qui l'opprime, cesse de se sentir isolée et honnie, s'enhardit à l'idée que sa révolte ne rencontre pas que de l'hostilité au delà des hauts murs des centrales : « la réinsertion sociale des prisonniers ne saurait être que l'œuvre des prisonniers eux-mêmes », écrivait récemment un détenu au collectif dirigeant du Groupe d'Intervention sur les Prisons. Et, médusé, M.Schmelck fait remarquer dans ses confidences au Nouvel Observateur : « Je pense que (la population pénale) a mûri... Regardez la mutinerie de Toul. Elle était remarquablement bien organisée. Les détenus se sont concertés, ils ont créé leur propre service d'ordre, ils ont voulu éviter la prise d'otages ». Cela n'a pas empêché à Toul les gardes mobiles de casser 7 crosses de mousquetons sur le crâne des mutins et cela n'empêche pas I'« objectif » M. Schmelck de noter dans un soupir : « Une rébellion dans une prison, ça se mâte... souvent très durement ».

Et si c'était précisément cette maturité, cette responsabilité, cette expérience qui viennent aux détenus qui inquiétaient tous les Schmelck, Pleven et consorts, autrement plus que l'effet déplorable produit sur la population par la prise et l'assassinat d'otages Et si ce qui contrarie si fort ces Messieurs était le courant de sympathie qui se dessine en faveur des révoltés du mitard ? Les téléspectateurs ont vu de leurs propres yeux s'opérer cette jonction naissante : ils ont aperçu les visages des jeunes de Nancy qui s'étaient regroupés aux abords de la prison et entendu leurs propos favorables aux détenus en révolte. Cela, les Massu du système pénitentiaire, comme les deux sombres brutes qui font office de directeurs des prisons de Toul et de Nancy, et sont si représentatifs de l'Institution qui les nourrit, ne sauraient l'accepter. Et, la dialectique n'étant pas leur fort, ils n'hésitent pas à affirmer que les mouvements de ces reclus dont le courrier est scrupuleusement censuré, dont les visites sont accordées au compte-goutte et se déroulent toujours sous l'œil vigilant d'un maton, ont été à l'évidence suscitées de l'ex-

Geismar et ses « hordes » maos seraient-ils doués d'une telle puissance télépathique ? ! Le Journal du Dimanche, lui, trouve une explication plus terre à terre, mais tout aussi convaincante : l'acharnement de la révolte de Nancy tient, selon lui, à l'absorption d'une trop grande quantité de bière par les détenus! Qu'est-ce qui a pu inciter ceux-ci à chasser leurs matons des ateliers et à refuser le travail, à dévaster peu ou prou la prison avant de tomber sur ces fameuses caisses de bière, c'est ce que le plumitif du Journal du Dimanche n'explique guère : une soif intense, sans doute...

Bref, les philistins font front. Pleven, qui sent le vent tourner, va mendier quel-

ques crédits chez Chaban, histoire de s'offrir quelques ceintures de contention supplémentaires. Mais en même temps, il vaticine, met en garde, quémande le soutien des magistrats. Qu'importe! Le mur de l'indifférence qui entourait les prisons est brisé. L'isolé, le réprouvé, le récidiviste et l'irrécupérable éxécuteur des basses œuvres de la bourgeoisie, c'est Pleven, premier maton de France.

Félix LEJARRET

et les bagnes de monsieur debré?

Nous n'avons pas été les premiers à dire que les maisons d'arrêt de Nîmes, Toul et Nancy n'étaient pas précisement des camps de repos. Mais l'armée française a le privilège douteux d'offrir pire encore aux hôtes de ses geôles que l'Administration pénitentiaire. Le fort d'Aiton (Savoie), de sinistre mémoire, où sont envoyés moisir quelques centaines de bidasses dont la tête n'eut pas l'heur de plaire à quelqu'ancien d'Indochine ou d'Algérie de la caste militaire, est un véritable bagne. On y casse les cailloux à longueur de journée, on y vit dans un état de terreur permanente sous la garde de chiens policiers et d'un quarteron d'officiers fascistes, on y est enfermé - au pain sec et à l'eau - dans l'équivalent local du mitard, le calbot, sorte de cave où règne une obscurité absolue, où l'on dort dans un froid glacial, où l'on doit parfois s'asseoir dans une vingtaine de centimètres

Au CILA de Djibouti, autre bâgne de l'Armée française, les sévices sont adaptés aux possibilités climatiques locales : on y attache un détenu une journée entière, nu, sous le soleil brûlant; pour le distraire, on verse de l'eau à côté de lui : de quoi faire pâlir de jalousie l'inventeur de la ceinture de contention !

Le courage et l'obstination des détenus des prisons de Pleven ont eu raison du mur d'indifférence, voire de mépris qui se dressait autour de leurs scandaleuses conditions ; le mur de la honte qui entoure les bâgnes militaires de Debré doit aussi être brisé!

- A bas la juridiction militaire d'exception

A bas les bâgnes militaires !

- Statut civil pour les emprisonnés mi-

M. Pompidou : « La voie est étroite entre une indifférence inhumaige et une sensiblerie dangereuse ». Avertissement certainement entendu par l'inspecteur général de police qui a commandé l'opération à Nancy



Gamma

soutenez rouge abonnez vous

Abonnements un an : 50 numéros six mois: 25 numéros FRANCE ETRANGER un an, pli ouvert 65 F 80 F PAR AVION écrire à Rouge

160 F, pli fermé 130 F six mois, pli ouvert 33 F 40 F , pli fermé 66 F 80 F joindre 1fr50 et la dernière bande

pour tout changement d'adresse

rouge

10, Impasse Guéménée Paris 4e CCP 250-43-88 Paris.

Je désire m'abonner à ROUGE

ECRIRE	EN MA	JUS	CUL	ES	S.V	.P.)				
NOM					· in		 		"	
ADRESSE										